

# Printemps en automne, Mai en hiver ?



## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une commission-journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de

l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.), et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après. Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Egrégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à Lyon

La maquette à Moulins

La commission journal du numéro de mars aura lieu à Toulouse en janvier

## POUR S'ABONNER

### ABONNEMENT 1 AN

- 10 numéros + hors séries 30 euros
- Sans les hors séries 25 euros
- Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- En soutien + de 30 euros
- À l'essai (3 numéros) 5 euros
- Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"  
OCL Egrégore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

## CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

**ALSACE**  
oclstrasbourg@gmail.com

**AUVERGNE**  
ocl-moulins@orange.fr

**BRETAGNE**  
oclnantes@free.fr

**CHAMPAGNE-  
ARDENNES**  
OCL c/o egrégore BP 81213  
51058 Reims cedex  
lechatnoir@clubinternet.fr

**ÎLE DE FRANCE**  
oclidf@riseup.net

**LIMOUSIN**  
ocl.limoges@laposte.net

**MIDI-PYRENNES**  
OCL c/o canal sud,  
40 rue Alfred Dumeril,  
31400 Toulouse  
ocltoulouse@sfr.fr

**NORD**  
• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403  
62206 Boulogne s/Mer cedex  
lamouette.enragee@wanadoo.fr  
• Lille : oclille@gmail.com

**NORMANDIE**  
ocl-caen@orange.fr

**PAYS BASQUE**  
ocl-eh@orange.fr

**POITOU-CHARENTES**  
• ocl-poitou@Orange.fr  
• oclcognac@ymail.com

**RHÔNE-ALPES**  
• Lyon : "courant alternatif"  
c/o Maison de l'écologie  
4 rue Bodin 69001 Lyon  
ocl-lyon@laposte.fr  
• Valence :  
ocl-valence@riseup.net

**SUD-EST**  
Grasse : ocl.sudest@gmail.com

**CONTACTS**  
Figeac, passer par  
oclibertaire@hotmail.com

## SOMMAIRE



**EDITO** ►PAGE 3

### DOSSIER LUTTES SOCIALES

►PAGES 4/6 Réflexions sur le mouvement des gilets jaunes

►PAGES 7/8 Une révolte populaire contre les effets du néolibéralisme

►PAGES 9 Quelques paroles collectives de rassemblements de gilets jaunes

►PAGES 10/11 A Boulogne-sur-Mer : Gilets jaunes au féminin ! Marre d'être...

►PAGES 12/16 Quelques villes en gilets jaunes

►PAGE 17/18 LA REUNION - Gilets jaunes et cagoules noires

►PAGE 19 Mouvement lycéen : un silence assourdissant

### BIG BROTHER

►PAGES 20/21

### VERTEMENT ECOLO

►PAGES 22/23

### GILETS JAUNES ET SOCIETE

►PAGE 24/25 Néolibéralisme et répression tous azimuts !

### GILETS JAUNES ET LA GAUCHE

►PAGES 26/28 Un gendarme nommé proviseur ès qualité !

### INTERNATIONAL

►PAGES 29/30 Le mouvement des fourches en Italie en 2012

### SOCIETE

►PAGES 31/32 Impôts/Rupture de médicaments et vaccins

## CORRESPONDANCE

OCL c/o Egrégore  
BP 81213 - 51058 Reims cedex  
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'information, visitez notre site

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF  
janvier 2019

Mensuel anarchiste-communiste  
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales  
DIR. PUBLICATION  
Nathalie Federico  
Imprimerie des moissons, Reims  
Imprimé sur papier recyclé  
Mise en page avec Scribus



## Après cet Avent en jaune, pour une année 2019 en « noir et rouge » !

Au moins huit morts et de nombreux blessés, dont certains gravement. Mais le mouvement, lancé par une révolte contre la cherté de la vie, semble motivé pour continuer malgré tout...

Contrairement aux apparences, nous ne parlons pas ici des « gilets jaunes », dont il sera très majoritairement question dans ce numéro de Courant alternatif, mais des révoltés soudanais. Le gouvernement a en effet décidé dernièrement de tripler le prix du pain, alors que le taux d'inflation est déjà autour de 70 %, et que la baisse du cours de la monnaie (la livre soudanaise) va encore augmenter le prix des produits importés (dont la nourriture). La colère, déjà présente contre le régime dictatorial de Khartoum, s'est renforcée et s'étend à plusieurs villes du pays ; et cela génère de nombreuses manifestations et blocages, fortement réprimés. D'après des sources de l'opposition, le bilan serait plutôt supérieur à une vingtaine de personnes tuées lors des affrontements avec les flics.

Il y a évidemment des différences de taille entre les « émeutes de la faim » (le pain est rationné) au Soudan et le mouvement social actuel en France.

D'abord, les Soudanais traversent une situation bien plus grave que ce que l'on connaît ici ; ils sont extrêmement pauvres, et pour une partie d'entre eux le simple fait de se nourrir est un combat quotidien.

Ensuite, sur la dizaine de morts du mouvement « gilets jaunes », un seul est une victime des forces de l'ordre. Les autres sont décédés dans des accidents routiers. Cela nous interpelle car il y avait bien longtemps qu'un mouvement social n'avait pas directement entraîné des décès : de Gilles Tautin à Rémi Fraise, en passant par le massacre de Charonne, ce sont les assassins d'Etat qui tuent les manifestants. Nous nous garderons d'en faire une analyse trop hâtive, mais on ne peut manquer d'y voir la marque de tensions sociales croissantes entre les gens eux-mêmes. La fameuse « guerre de tous contre tous » s'aggrave à mesure que les conditions de vie se dégradent, et il n'est pas sûr que les rencontres diversifiées que ce mouvement aura permises renverseront la tendance.

Enfin, il y a la place prise par les « réseaux sociaux » et les médias dans le démarrage de cette mobilisation. Rappelons déjà que les termes « réseaux sociaux » sont une mauvaise traduction de social network. Celui-ci signifie très clairement qu'on a affaire à des instruments de médiation servant pour l'essentiel au partage d'informations et d'avis entre des gens, mais dont le contenu est alimenté par ces gens eux-mêmes. Les

infrastructures sont gracieusement mises à leur disposition, ce qui permet une utilisation la plus large possible, et il serait naïf de penser que ceux qui payent le font par altruisme (par exemple, la CIA a investi 40 millions de dollars dans Facebook lors de sa création). Ces réseaux sont des instruments de flicage généralisé : il est connu que la NSA est partout chez elle dans Google, Microsoft, Apple, Facebook, etc. ; mais l'Etat français n'est pas en reste, qui fait espionner Internet par la police, l'armée, et un organe de surveillance rattaché au Premier ministre. On n'oublie pas non plus qu'en 2011, à la suite des « printemps arabes », des entreprises françaises ont vendu aux Etats du Maghreb des systèmes de surveillance très poussés pour... les réseaux sociaux ! Et, actuellement, les dizaines de millions d'utilisateurs de réseaux sociaux en Egypte sont espionnés par le gouvernement grâce à du matériel français. On ne nous fera pas croire que c'est différent en France ! Qui plus est, les « médias sociaux » peuvent aussi servir à essayer de manipuler leurs utilisateurs, grâce aux profils sociopsychologiques très précis que ces outils parviennent à établir (c'est en quelque sorte la « fonction première » de Facebook aujourd'hui) ; le Brexit et l'élection de Donald Trump en sont les exemples récents les plus documentés, mais il y en a sûrement d'autres, comme l'élection de Bolsonaro.

La forte visibilité de mouvances d'extrême droite dans la préparation de la première manifestation « gilets jaunes », le 17 novembre tient également au fait que ces mouvances sont très actives sur la Toile. On a pu voir et entendre des têtes d'affiche de la « fachosphère » appeler à converger vers l'Elysée à partir du lundi 19, car les flics, ou les militaires, ou les deux allaient « se joindre aux gilets jaunes », et ensemble on allait destituer Macron. Mais si les « néofachos » en tout genre ont été très présents sur des terres bien marquées à droite (comme celles du Nord-Est ou de la Savoie), et bien visibles à Paris, ils se sont retrouvés en forte minorité à l'échelle de l'Hexagone et n'ont pas pu peser sur la suite du mouvement ; une bonne partie d'entre eux s'est donc rabattue sur le « référendum d'initiative citoyenne », « piège à cons » comme peuvent l'être tous les nouveaux scrutins après un mouvement.

Quoi qu'il en soit, comme à chaque mobilisation populaire, la question sociale finit par montrer le bout de son nez... Espérons que cette lutte qui a affirmé son caractère « de classe » continuera de se renforcer dans les mois à venir, malgré une répression de plus en plus forte.

OCL Lyon

# Réflexions sur le mouvement des gilets jaunes

*Après quatre actes plutôt réjouissants, et qui n'ont mis qu'un seul mot à la bouche du pouvoir et des oppositions parlementaires : « Les casseurs, les casseurs, encore les casseurs... », essayons de voir où nous en sommes pour préparer dans les meilleures conditions possibles une nouvelle année que l'on voudrait joyeuse, malgré la répression qui s'est installée.*

Au début, tout le monde a été un peu paumé. Nous étions habitués à pouvoir déterminer assez facilement dans quelle mesure il était possible et souhaitable de nous mêler (même de manière critique) à des mouvements revendicatifs ou idéologiques, ou au contraire si nous ne pouvions pas en être. La ligne de démarcation entre « le bien et le mal », entre l'acceptable et l'inacceptable était assez claire. Il était évident que nous ne participions ni à la « Manif pour tous », ni antérieurement aux manifestations contre l'avortement ou pour l'école libre, et pas davantage bien sûr aux rassemblements anti-immigration ou pour la reprise du travail après une grève. En revanche, les manifs syndicales, antifascistes, écologistes, de soutien aux migrants ou contre les violences policières retenaient notre attention pour y participer avec nos propres armes critiques.

## Une mobilisation d'un nouveau genre

Or, depuis quelque temps, les repères traditionnels forgés dans l'histoire du mouvement ouvrier avec une ligne de fracture nette entre « le bon et le mauvais » ne sont plus aussi visibles immédiatement. Avant les gilets jaunes, il y a eu les bonnets rouges et nuit debout <sup>(1)</sup>, qui, chacun avec ses grandes différences, indiquaient quand même que nous n'étions plus dans les configurations traditionnelles des mobilisations.

Drapeaux tricolores seuls ou avec croix et cœur vendéen, migrants découverts dans un camion et livrés à la police, propos sexistes et homophobes, fraternisation avec la police, le tout accompagné de Marseillaise tonitruantes, quelques têtes de fachos reconnus dans la manif parisienne ou de militants du

Rassemblement National ailleurs ont été autant de scènes nauséabondes qu'on a pu voir sur les chaînes en continu, ou que certains ont pu vivre sur place.

Mais il y a eu aussi l'appel de la zone portuaire de Saint-Nazaire, qui affirme que « la solution est en nous-mêmes, en nous les travailleurs, les chômeurs, les retraités de toutes origines et de toutes couleurs », les revendications sociales à La Réunion, la haie d'honneur des gilets jaunes à la manif contre les violences faites aux femmes à Montpellier, et surtout les barrages sur lesquels nous nous sommes trouvés dans une ambiance de contestation sociale. Bref, c'est l'existence de ces aspects contradictoires qui font qu'il se pourrait bien que l'on ait affaire à un vrai mouvement.

Chacun peut, dans une période où les repères habituels s'estompent, construire des certitudes sur des images partielles, vécues ou non, en fonction de sa sensibilité du moment, et donner plus d'importance à un aspect ou à un autre, d'autant que nous subissons malgré nous une guerre des images et des commentaires. Il faut pourtant se méfier de ce mouvement pendulaire qui dit oui qui dit non en fonction de telle ou telle anecdote, de telle ou telle déclaration ou d'une expérience malheureuse ou heureuse. Une bonne dose d'esprit critique est toujours bienvenue.

Il faut méconnaître l'histoire des mouvements de contestation sociale pour ignorer qu'ils ont toujours abrité en leur sein des éléments pour le moins ambigus voir fascisants et en tous les cas peu conformes à « notre morale révolutionnaires » ! Mais ils n'apparaissent pas clairement dans le contexte d'hégémonie de la pensée « de gauche »

d'alors qui n'est plus de mise maintenant.

## Le déclin de l'« hégémonie culturelle » de gauche

Il n'existe pas de mouvement chimiquement pur.

Rien n'est jamais acquis définitivement : le racisme, le sexisme, l'homophobie peuvent montrer le bout du nez même dans les structures les plus décidées et préparées à les combattre, alors pourquoi ce genre d'expressions seraient-elles absentes dans un mouvement de centaines de milliers de gens qui, pour une bonne part, n'ont jamais milité ? Pourquoi les pulsions interclassistes et poujadistes n'existeraient-elles pas dans une période où le citoyennisme l'emporte sur la lutte des classes, où le capital est à l'offensive, où les repères se floutent ? Ça serait un miracle et nous ne croyons pas aux miracles !

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, puis pendant quelques dizaines d'années, une hégémonie culturelle de gauche imprégnait les luttes revendicatives sur la base de l'antifascisme et de valeurs théoriques d'égalité et de justice sociale qui constituaient un socle difficile à remettre en question ouvertement. Elles étaient plus ou moins vécues inconsciemment par la gauche (dont les libertaires) comme immortelles, alors que dans la réalité elles ont décliné insidieusement dans la société tout entière depuis le milieu des années 1980, avec Mitterrand au pouvoir. On est passé d'une période où il suffisait de traiter quelqu'un au comportement douteux de « fasciste » pour qu'il se fasse petit et disparaisse la queue entre

1. Et en Italie le mouvement des Fourches (voir article dans ce numéro de CA).

les jambes, à des situations où le mot est à peine considéré comme une insulte ! On avait oublié que la « victoire » de 1945 s'était construite autant sur un imaginaire anti-allemand (nationaliste) qu'antifasciste, et que le compromis d'après-guerre entre syndicats et patronat autour des « acquis sociaux » avait joué un rôle d'endormissement en faisant croire que les valeurs « de gauche » étaient acquises pour toujours.

Le surgissement spontané d'une révolte sociale, sans structure représentative apparente et sans repère historique bien déterminés, offre un champ de possibles multiples à des imaginaires idéologiques qui sont plus ou moins ouverts au départ, mais qui prendront des orientations dépendant du niveau de la lutte des classes et de l'hégémonie culturelle qui l'emportera. Un mouvement est toujours en évolution, ses participants ne sont pas les mêmes au début et à la fin, sinon ce n'est pas un mouvement. Il serait complètement idiot de penser qu'une transformation de la société puisse se faire sur la seule base de participants politiquement corrects. Il ne resterait plus alors qu'à se regrouper pour vivre entre soi un « anarchisme mode de vie » plus ou moins communautaire.

La question est alors comment faire pour que ces pulsions réactionnaires ne deviennent pas hégémoniques et comment reconquérir un peu de terrain contre elles ? Qu'est-ce qui peut accentuer dans ce mouvement l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat ? Ou bien, à l'inverse, qu'est-ce qui peut obscurcir cette distinction ? Qu'est-ce qui peut faire que ce soit l'exploiteur, le patron, qui soit dénoncé et pas le gabelou ? Comment faire pour que le rapport entre l'Etat et la bourgeoisie soit mis en évidence ? Etc.

A l'instar de ceux mis en place par les syndicats lors des luttes contre la loi travail, les blocages des gilets jaunes n'ont pas été des structures opérationnelles gênant l'économie (malgré ce que prétendent les grandes surfaces et le gouvernement). En revanche là où a résidé leur succès c'est qu'ils ont été des lieux de vie, de rencontre, de discussion, et les véritables cellules de base de ce mouvement. Et c'est dans cet « être ensemble » qu'il faut être présent, pour peser vers un élargissement à d'autres colères liées à l'exploitation. Mais pour être présent dans un mouvement, il faut en partager les fondements sous peine



Une mobilisation d'un nouveau genre

de n'être que des donneurs de leçons avant-gardistes. Il faut avoir un intérêt réel à son succès, et non pas « le rejoindre » par pur souci tactique ou stratégique.

### Une lutte contre la vie chère

Il a beaucoup été reproché aux gilets jaunes de ne pas avoir d'objectifs très précis. Evidemment, si on raisonne comme dans les mouvements traditionnels – une lutte et un objectif central bien identifié –, le constat est exact... justement parce que ce n'est pas un mouvement traditionnel. Ajoutons que les luttes bien balisées avec un objectif bien identifié n'ont pas fait preuve, ces dernières années, d'une efficacité qui incite à se maintenir coûte que coûte dans ce schéma !

Certes, la hausse du prix de l'essence et de la taxe carbone a été le déclencheur. Mais nous avons suffisamment dit et démontré, lors de mouvements passés, que les déclencheurs officiels ne sont souvent que des prétextes à une exaspération plus profonde. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ? Taxes ou pas taxes, la réalité c'est la vie chère, et les luttes contre la vie chère sont toujours, de par le monde, des mouvements de classe en ce qu'ils tentent de vendre le moins mal possible la force de travail. Le substrat de cette révolte s'est construit au fil des années par la montée d'une certaine « haine de classe », ou du moins de la certitude que « nous ne sommes pas du même monde ». Sont désignés ainsi grands patrons (2), politiciens et parlementaires, journalistes et commentateurs qui défilent sur les plateau télé pour nous expliquer le monde comme il va mal et

de la faute de qui ce n'est pas.

L'inexorable montée des abstentions a été le signal de cette coupure. Si l'élection par défaut de Macron au second tour de la présidentielle contre Le Pen a été souvent soulignée, on a plus rarement entendu les « observateurs » rappeler le chiffre des abstentions du premier tour qui demeure la réelle source d'angoisse pour la classe dirigeante. Et ce n'est pas l'éventuelle reconnaissance du vote blanc qui y changera quelque chose.

Tous ces braves gens ont cru trouver une parade : s'attaquer à eux ne serait qu'une forme de poujadisme, et, super injure à la mode, de la graine de populisme contre la démocratie (3). Mais ça n'a pas marché, le mouvement des Gilets Jaunes s'est produit précisément parce que ce genre de menaces pleine de mépris pour « ceux qui ne comprennent rien » ne fonctionnent plus chez « ceux d'en bas ».

### Une colère contre le mépris de classe

C'est un supposé « désespoir » des gilets jaunes qui a permis à bien des analystes de plateau de faire semblant de compatir en analysant le mouvement. Pourtant, à coup sûr, ce qu'on a vu le plus dans les blocages ce n'est pas du désespoir mais de la colère, et cette colère, comment ne pas la partager ? Une colère qui n'était très largement pas dirigée contre plus pauvres qu'eux ou contre les immigrés et les « assistés », mais contre l'Etat-Macron (4), les riches, la vie chère, le mépris de classe. De plus, la colère est certainement plus porteuse d'espoir que... le désespoir. Et c'est certainement dans cet espace-là aussi que l'on peut essayer d'avancer des pions.

2. Notons que pendant toute cette période on a très peu entendu le patronat. Il préféré se faire discret et ne pas focaliser les colères contre lui, en laissant ses chiens de garde prendre les coups. De toutes les façons les quelques miettes lâchées ne viendront pas de ses poches.

3. Notons quand même que les taxes touchent tout le monde, y compris les plus pauvres, et que s'y attaquer n'a pas exactement le même sens que de s'attaquer à l'impôt comme l'a fait le mouvement Poujade dans les années 50. Sur le poujadisme voir sur le site de l'OCL le texte de Claude Lefort paru en 1956 dans la revue

**Socialisme ou Barbarie** : <http://www.oclibertaire.lautre.net/spip.php?article2165>. Poujadisme et populisme sont devenu des injures que l'on crache au visage du popolo qui « pense mal », sans que le contenu soit le plus souvent analysé.

4. Il faut se méfier de la fixation sur le personnage Macron. S'il a eu dès un an avant son élection le soutien du patronat et des milieux d'affaires c'est parce que, contrairement à ses prédécesseurs, il promettait de faire ce qu'il avait à faire au pas de charge et non avec prudence. C'est cela qu'il n'a pas pu mener à bien, et en ce sens le mouvement des Gilets jaunes est plus un revers pour le patronat que pour son homme de paille dont on se fout.

Une colère contre  
le mépris de classe



On a aussi beaucoup évoqué une jacquerie, histoire de montrer qu'il ne s'agissait que d'une révolte qu'il faut certes « écouter » mais qui ne peut mener à rien. Mais les jacqueries venaient du bas le plus extrême de la société qui n'avait plus rien à perdre et était prêt à mourir. Ce n'est pas le cas des gilets jaunes, qui justement ont des choses à perdre et ne veulent pas les perdre et surtout pas leur vie. Ce ne sont pas des « gueux ». Les migrants, les SDF, le quart-monde n'ont pas à ce jour rejoint le mouvement, et c'est d'ailleurs un enjeu sur lequel il faut peser dans l'avenir : qu'ils s'y reconnaissent et y soient acceptées à part entière.

Il y a fort à parier que nombre de ces gilets jaunes ont peu participé aux mobilisations de ces dernières années, et il n'est pas absurde de supposer que pas mal d'entre eux râlaient contre les barrages, lors des manifestations contre la loi travail. Pourtant, la dynamique enclenchée a, comme en 1995 ou contre le CPE, comme pendant les grèves cheminotes, permis qu'une solidarité se manifeste même sans participation aux barrages.

Le simple fait de mettre un tissu jaune à l'avant de sa voiture n'indique pas, sauf dans les grande ville où l'anonymat est de mise et où ça ne mange pas de pain, qu'il s'agisse d'une lutte par procuration. En effet dans des territoires où l'on croise sans cesse des gens que l'on connaît c'est une façon de sortir du bois, de dire tout haut ce qu'on avait tendance à cacher, un acte d'affirmation.

### **Le rôle des réseaux sociaux et des médias, mais pas seulement**

Outre les « réseaux sociaux » qui se substituent à la structuration politique traditionnelle pour organiser des mouvements l'historien Noirielle y ajoute les chaînes en continu, qui ont amplifié celui des gilets jaunes en lui donnant une dimension nationale. Signalons quand même qu'en 1968, le media radio (transistor, surtout RTL et Europe 1) a joué le même rôle pendant toute la période des manifestations et des barricades.

Pourtant, il ne faut pas surestimer le rôle des réseaux sociaux et des médias, ou du moins ne pas leur attribuer l'unique paternité de la mobilisation actuelle. Il y a aussi, ce qui est plus intéressant, les groupes que l'on peut qualifier de proximité – voisins, amis, copains de boulot, familles qui se sont rendus ensemble sur les blocages. Et, surtout, il y a les mille et une associations, culturelles, sportives, humanitaires et autres qui demeurent en fait le tissu de la sociabilité en France. Les médias d'information occultent bien sûr ces associations qui n'ont besoin d'eux que pour annoncer une activité dans le journal local. Ce sont pourtant elles, formelles ou informelles, qui relient réellement les gens et qui servent de plus en plus à la mobilisation.

### **La question de la représentation**

Ce mouvement n'a pas été, au début du moins, dans une logique de représentation. C'est là un des éléments qui ont fait son succès, et qui a été

insupportable pour les politiques, et les commentateurs-spécialistes dont les dents rayent les parquets des plateaux. Il n'est que de voir les tout bons conseils qui jaillissent un peu partout, de la part des ennemis comme des pseudos-amis : organisez-vous, désignez des représentants, que le pouvoir puisse négocier, etc. Or ce qui fait l'intérêt et le succès de ce mouvement c'est justement qu'il ne pouvait pas négocier.

L'abandon de cette logique de non-représentation pourrait bien sonner son glas. Il se pourrait en effet que les structures représentatives dont se doterait le mouvement des gilets jaunes soient autrement plus dangereuses pour son avenir que les contradictions idéologiques qui s'y affronteraient. Parce que ceux qui ont le plus intérêt à ce qu'il se dote de « représentants », ce sont les patrons et l'Etat (et/ou les récupérateurs de tous bords).

Bien entendu, vont se dégager petit à petit des « délégués porte-parole » ; ils seront une dizaine au début puis se dégageront deux ou trois têtes. Les délégués seront contestés, mais la sclérose finira par l'emporter. Pourtant, ce n'est pas parce qu'on sait que ça se passera certainement de cette manière qu'il faut abandonner cet axe primordial : conserver aussi longtemps qu'on peut la non-représentation, et, quand il y a représentation, la maintenir sous le contrôle d'un mandat précis et surtout sous celui de l'action sur le terrain.

OCL

# Une révolte populaire contre les effets du néolibéralisme

*L'apparition des « gilets jaunes » (GJ) a été accueillie avec une suspicion certaine par la gauche, mais aussi l'extrême gauche et les milieux libertaires. Le fossé existant entre une partie des classes populaires et les porteurs du « classique » discours social est ainsi apparu au grand jour, même si des militant-e-s révolutionnaires<sup>(1)</sup> ont assez vite participé à leur mouvement ou l'ont soutenu. Bilan d'un mois très chaud pour le pouvoir, mais bien sûr pas assez pour mettre à mal le système capitaliste.*

Les craintes et critiques émises dans les groupements politiques et syndicaux, ou par voie de presse, à l'égard des GJ, dès avant leur première apparition dans la rue, ont provoqué une avalanche de questions passionnément débattues partout :

Allait-on avoir là un « vrai » mouvement social, étant donné la structuration informelle des GJ autour de Facebook and Co. <sup>(2)</sup>, leur composition interclassiste, leur ancrage dans une « France périphérique » votant facilement extrême droite, leur désignation de l'Etat (personnifié par Macron) plutôt que du patronat comme ennemi ? Le risque n'était-il pas que la petite composante patronale des GJ tire les marrons du feu – comme avec les « bonnets rouges » en 2013, où la mobilisation avait cessé après le retrait de l'écotaxe ? Le phénomène GJ n'était-il pas une simple grogne antifiscale de droite à l'instar du mouvement Pujade, les habituels marqueurs de classe – prolétariat contre bourgeoisie – étant remplacés par « peuple » et « pauvres » contre « élite » et « riches », et les revendications portant sur les taxes au lieu des salaires ?

Si c'était bien un mouvement, pouvait-il présenter un intérêt dans l'optique d'un réel changement de société alors qu'il s'affirmait « apolitique », qu'il tenait un discours revendicatif assez flou voire contradictoire, et qu'il était soutenu (jusqu'aux premiers blocages) par l'industrie du transport routier ? Ces GJ n'étaient-ils pas avant tout des pollueurs, des anti-écologistes avec leur refus d'une taxe devant aider – même si on n'y croyait pas soi-même – à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> ; ou encore des individualistes et des consuméristes à tout crin ?

L'extrême droite ne dirigeait-elle pas en fait cette mobilisation, étant donné certains affichages très chauvins ou réacs, des remarques sexistes, homophobes ou racistes, la présence de militant-e-s identitaires dans des collectifs GJ ? Ou n'était-elle pas en embuscade, prête à tirer les marrons du feu – l'exemple des fourches et du M5 italiens étant avancé pour inciter à la prudence ? Etc.

Même le choix du 17 novembre comme premier jour pour bloquer l'économie laissait sceptique – un samedi pouvait-il vraiment gêner le patronat ? –, alors que, dans la lutte contre la « loi travail », c'est pour leur programmation des manifestations en semaine que les syndicats avaient été critiqués.

## *Une mobilisation interclassiste, mais ancrée dans les classes laborieuses*

On a très vite compris qu'il s'agissait bien d'un mouvement social, avec son occupation tenace d'espaces publics et ses grosses manif à répétition. La grogne sur les réseaux virtuels a accouché d'une révolte populaire (dans les deux sens du terme) qui a duré et traduit un profond malaise social <sup>(3)</sup>. Le double sentiment d'un pouvoir d'achat fragilisé et d'une injustice dans les efforts fiscaux demandés par le gouvernement (la hausse portant sur les revenus du travail au bénéfice des revenus du capital) a conduit à contester d'entrée la légitimité d'un Président élu au premier tour de la présidentielle de 2017 par 18 % des inscrit-e-s.

Quant aux autres interrogations concernant les GJ, elles ont tout aussi rapidement trouvé leur réponse :

Ce sont pour une large part des « personnes insérées socialement et professionnellement », au grand dam du pouvoir et au bel embarras de la classe politique en général – difficile pour elle de critiquer des gens qui travaillent, qui se présentent comme des citoyens... et sont des électeurs. (Voilà pourquoi Castaner a laissé occuper les ronds-points au nom du droit à manifester, et annoncé leur évacuation au nom de « la sécurité des GJ eux-mêmes », le 17 décembre ; et pourquoi il a essayé de dissocier les casseurs des GJ. Quant à Philippe, après avoir tenté de convaincre qu'il y avait le « ressenti » de sa politique et la réalité, il a dénoncé une « ultradroite » attisant le mécontentement, et cherché des interlocuteurs dans les « corps intermédiaires » et dans le mouvement...) Les GJ ont pour l'essentiel de faibles revenus, peu de diplômes (CAP, BEP et bac

et d'expérience militante, et se définissent souvent comme « ni de droite ni de gauche ». Ils et elles sont employés et ouvriers, salariés ou non, mais également professeurs des écoles, travailleurs sociaux, agriculteurs, techniciens, retraités... petits commerçants, artisans (souvent, pour ces derniers, avec le statut d'auto-entrepreneur). Les femmes, à l'initiative dans de nombreuses actions, y occupent en bien des lieux une place plus importante que dans les mobilisations habituelles.

D'après les services de renseignement, les initiateurs du mouvement sont originaires de l'agglomération parisienne <sup>(4)</sup>. Les GJ vivent pour la plupart soit dans les vastes aires périurbaines où se juxtaposent fragments de ville dense, nappes pavillonnaires, zones d'activités, bourgs revitalisés ou en difficulté, espaces naturels et agricoles, centres commerciaux... ; soit dans des cantons ruraux en déperdition, condamnés à la mort par la disparition des lignes secondaires de chemin de fer et des services publics de proximité, les déserts médicaux, l'absence d'emploi, la fermeture des commerces, et le vieillissement de la population. Bref, leur mouvement est particulièrement implanté et soutenu dans les territoires où, l'automobile individuelle étant devenue la condition sine qua non pour toutes les activités de la vie quotidienne (travail, école, loisirs de la famille...), les dépenses en carburant pèsent lourdement sur le budget de certains ménages <sup>(5)</sup>. Les GJ ne s'en sortent fréquemment, malgré leur emploi, que grâce aux liens de parenté et de voisinage et à une économie souterraine d'entraide ou d'échanges de services. C'est pourquoi l'annonce d'une nouvelle hausse du gas-oil a mis le feu aux poudres, et débouché sur la dénonciation générale <sup>(6)</sup> des conditions de travail, et même d'existence, sans cesse dégradées par les politiques d'austérité et d'aménagement du territoire qu'ont menées depuis quatre décennies les gouvernements de droite ET de gauche. Et la désignation de l'Etat – plutôt que du patronat – comme adversaire découle avant tout de son rôle dans les restructurations néolibérales opérées par ces gouvernements, qu'elles portent sur les entreprises ou sur les services publics (voir

1. Du NPA, de LO et des milieux libertaires, ainsi que des SUD, pour l'essentiel.

2. Le caractère inédit de leur mobilisation est faux : en 2016, les réseaux dits sociaux ont déjà servi à mobiliser contre la « loi travail », obligeant les syndicats à se mettre en branle.

3. Dans le sondage Harris du 3 décembre, 72 % des personnes interrogées soutenaient les GJ malgré les violences de la manif parisienne le 1er. Le sondage OpinionWay du 10 donnait encore 66 % favorables à leur mouvement.

4. Début octobre, Priscillia Ludosky, vendeuse de cosmétiques habitant en Seine-et-Marne, a lancé sur change.org. une pétition réclamant une baisse du prix des carburants ; puis cinq hommes et trois femmes d'Ile-de-France « non connus des services de police » ont appelé sur Facebook à faire des blocages.

5. De là un vif mécontentement par rapport à la limitation à 80 kilomètres/heure.

6. La meilleure preuve, c'est que Macron a annulé le 5 décembre la taxe carbone sans que les GJ arrêtent leur mouvement.

## dossier luttes sociales

l'article « Les gilets jaunes versus la gauche »).

Les catégories sociales composant les GJ partagent une gigantesque incertitude sur leur avenir et celui de leurs enfants ; le sentiment de n'être plus prises en compte ni en considération par personne (notamment les organisations politiques, syndicales, professionnelles), et surtout d'être abandonnées et franchement méprisées par les élites. Dans les zones rurales, ces catégories sociales valorisent « le courage au travail » qu'incarnent souvent une petite bourgeoisie de commerçants et d'artisans, ou des personnes « à leur compte » ayant un peu de pouvoir à leur échelle. C'est leur proximité dans le vécu et les valeurs qui a permis aux petits patrons et aux prolos de s'unir, alors qu'ils n'ont évidemment pas les mêmes intérêts : les premiers se mobilisent par peur de se retrouver avec le pouvoir d'achat de leurs employé-e-s, quand les seconds craignent de devenir chômeurs ou précaires.

### Un apolitisme de droite ?

L'accusation que les GJ étaient à la traîne de l'extrême droite a fait long feu. Certes, Le Pen comme Dupont-Aignan leur ont apporté un soutien immédiat ; et leurs militant-e-s ont été très actifs sur des sites GJ <sup>(7)</sup> et dans certains collectifs. Mais la peur de déplaire à un mouvement qui clame sa volonté de ne pas être récupéré, et dont l'issue pourrait bien faire encore grimper le taux d'abstention, a incité le Rassemblement national à ne pas trop s'afficher – et il s'est démarqué des GJ après l'attentat de Strasbourg, le 12 décembre, pour soutenir les forces de l'ordre dans leur action antiterroriste.

Par ailleurs, les propos, slogans ou comportements racistes (que ce soit contre les migrant-e-s, contre les camionneurs d'Europe de l'Est ou contre les « cas soc' » que seraient les chômeurs et précaires), tout comme les réflexions sexistes et homophobes, ou encore les cocoricos gaulois, *La Marseillais*, le drapeau tricolore <sup>(8)</sup>, ne sont malheureusement pas la marque de fabrique des « fachos ». Le positionnement en principe de classe et internationaliste du PC et de la CGT n'empêche pas toujours leurs militant-e-s d'avoir de telles paroles ou attitudes ; et leurs directions elles-mêmes, dans la ligne du « Fabriquons français », peuvent manifester par des réflexes franco-français un certain rejet des immigré-e-s ou des migrant-e-s. Enfin, si les idées que véhicule l'extrême droite sont depuis longtemps implantées dans une partie de la population française, elles ont été favorisées par les politiques gouvernementales anti-immigration et par de nombreux médias.

Les personnes de couleur n'ont guère été visibles dans les collectifs GJ, il est vrai, mais elles sont peu nombreuses à vivre



dans les zones rurales ; en revanche, on en a vu pas mal dans les manifestations parisiennes. Des messages contre le racisme ont été postés dès novembre sur Facebook, en arguant que tout le monde serait dans le même bateau face aux taxes. Le 26 novembre, le comité créé après la mort d'Adama Traoré en 2016 a appelé à rejoindre le cortège GJ parisien. La répression subie le 6 décembre par 151 lycéens de Mantes-la-Jolie a favorisé un réflexe antiraciste au sein du mouvement : dans les manifs du 8 nombre de personnes se sont agenouillées, les mains sur la tête, en signe de protestation – tandis que des jonctions s'opéraient entre la Marche pour le climat, le mouvement lycéen et les manifs GJ, à Toulouse et ailleurs...

Ces éléments indiquent que le meilleur moyen de s'opposer à l'extrême droite est de renforcer ou d'appuyer les GJ qui animent des collectifs comme ceux de Saint-Nazaire, de Commercys ou de Nantes et qui sont en recherche d'une démocratie directe, appellent à ouvrir des « maisons du peuple » et tiennent un discours antiraciste ; *ou encore les 200 GJ de Montpellier qui ont fait une haie d'honneur à la manifestation contre les violences faites aux femmes, le 24 novembre, en criant : « Solidarité avec les femmes du monde entier ».*

Au fil des jours, les GJ ont insisté sur leur attente d'une justice sociale (par un système fiscal faisant davantage payer les hauts revenus, une meilleure distribution des richesses, le maintien de services publics, la hausse des minima sociaux et des retraites basses). Les pancartes contre Macron, la précarité ou la vie chère se sont multipliées dans les manifs ; beaucoup de montages photos ou de vidéos ont circulé via Internet sur le thème des inégalités salariales), et les promesses du gouvernement sont dénoncées comme du foutage de gueule – des miettes pour les personnes qui travaillent, et rien pour les autres.

### Un bilan qu'on espère seulement d'étape

Alors que le pouvoir tente d'enterrer le mouvement avec l'aide des médias, quel constat en tirer ?

La libération de la parole, sur les ronds-points et dans les manifs des GJ, a favorisé leur politisation et leur solidarité. Ils et elles ont surpris le monde entier ; leur détermination a effrayé l'Etat, le grand patronat, tous les partenaires politiques et sociaux du capital – et la répression ne les a pas encore désarmés, les Actes V et VI le montrent, même si le nombre de personnes venues les jouer est en baisse pour de multiples raisons <sup>(9)</sup>.

Les GJ ont fait ressortir la forte conflictualité existant en France : des manifs syndicales, mais aussi de jeunes scolarisé-e-s dans des lycées professionnels et généraux ont alterné avec leurs rendez-vous du samedi. C'est ce qui a incité le gouvernement à lâcher prise, concernant les chauffeurs routiers, avant le 9 décembre où FO et la CGT appelaient à une grève illimitée contre une décision du Conseil d'Etat sur leurs heures sup majorées. Mais cela l'a aussi incité à réprimer vite et durement les lycéen-ne-s pour que la révolte ne s'étende pas à d'autres secteurs.

Sont à l'ordre du jour la répression, les concessions partielles et les attermolements du pouvoir, la récupération – avec les élections européennes en mai 2019 (à noter que les études sur elles <sup>(10)</sup> ne mentionnent ni l'abstention ni le vote blanc ou nul) – et une grosse intox médiatique. Par exemple sur la « perte commerciale » occasionnée par les violences urbaines : seules en ont vraiment pâti les enseignes des beaux quartiers, du fait des touristes, vitrines et marchandises en moins, car les achats de Noël ont sans doute été réalisés sur Internet et grâce à l'ouverture des magasins les dimanches de décembre.

Reste à espérer que le prélèvement à la source, en janvier 2019, et les diverses réformes (notamment sur les retraites) que veut le gouvernement redynamiseront les GJ – et, plus largement, les prolétaires. Quoi qu'il en soit, leur colère a déjà passé les frontières et est devenue un repère contre la résignation pour d'autres prolétaires, aux Pays-Bas, en Belgique et en Grèce <sup>(11)</sup>.

Vanina, le 25/12/18



# Quelques paroles collectives de rassemblements de gilets jaunes

*Les communiqués, dont nous publions ci-dessous de larges extraits, ont pu avoir un impact sur les revendications du mouvement et son audience. Nous décidons de les publier car ils sont révélateurs de certains aspects qui nous semblent intéressants dans ce mouvement, notamment dans la critique des institutions républicaines. On est très loin du « Référendum d'Initiative Citoyenne » que certains confusionnistes voudraient vendre au mouvement...*

## APPEL DE SAINT-NAZAIRE (21 novembre)

« A tous, à toutes, Le mouvement des gilets jaunes exprime le ras-le-bol d'un peuple qui n'en peut plus d'être taxé, humilié, exploité, méprisé par un pouvoir toujours plus distant de sa réalité, toujours plus arrogant envers les faibles, toujours plus acquis aux puissants. Depuis le 17 novembre, les actions de blocage économique, routiers, des centres de la grande consommation se multiplient partout en France. L'objectif est d'assécher les puissances de l'argent pour faire plier un pouvoir politique qui leur est acquis. (...) Notre objectif est de redonner le plus rapidement possible le pouvoir de décision au peuple, par le peuple et pour le peuple, un pouvoir qui lui revient pleinement de droit. (...) Les représentants du pouvoir exécutif dans les régions et villes de province sont les préfetures

et les sous-préfetures. Ce sont eux qui sont tenus d'appliquer les décisions politiques prises en haut lieu par des élites toujours plus déconnectées de nos réalités. Ces lieux devraient être les lieux de l'exercice d'un pouvoir populaire où la fraternité et la bienveillance se côtoieraient, où les problèmes sociaux, humains et environnementaux puissent trouver des réponses naturelles et simples, soucieuses de préserver le bien-être de chacun et celui de notre patrimoine commun – et celui-ci inclut notre environnement. Le mouvement des gilets jaunes de la zone portuaire de Saint-Nazaire a donc décidé d'organiser une assemblée dans la cour de la sous-préfecture de Saint-Nazaire le samedi 24 novembre à 14 heures. (...) Nous appelons toutes les villes de France à organiser,

le même jour à la même heure, une assemblée dans les lieux d'exercice du pouvoir exécutif (...). Nous demandons aux autorités publiques de laisser le peuple entrer dans ces locaux qui sont les siens, qu'il a financés et même construits de ses mains. Nous n'attendons plus que la solution vienne d'en haut. Les directions politiques, financières et industrielles, qui gouvernent aujourd'hui notre pays seront toujours incapables de résoudre à notre place des problématiques sociales et environnementales que, bien souvent, elles n'entendent et ne voient même pas. La solution est en nous-mêmes, en nous les travailleurs, les chômeurs, les retraités de toutes origines et de toutes couleurs. (...) Le mouvement des gilets jaunes de la zone portuaire de Saint-Nazaire »

## APPEL DE COMMERCY (2 décembre)

**Refusons la récupération ! Vive la démocratie directe !  
Pas besoin de « représentants » régionaux !**

(...) A Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations-service, et des barrages filtrants. Dans la foulée, nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des « soupes solidaires » pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région ! C'est-à-dire quelques personnes qui deviendraient les seuls « interlocuteurs » des pouvoirs publics et résumerait notre diversité. Mais nous ne voulons pas de « représentants » qui finiraient forcément par parler à notre place ! A quoi bon ? A Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le préfet : ceux-ci font DÉJÀ remonter notre colère et nos revendications. Ils savent DÉJÀ qu'on est déterminés à en finir avec ce Président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent ! Et c'est bien ça qui fait peur au

gouvernement ! Car il sait que s'il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste ! Il sait aussi TRÈS BIEN qu'il risque d'intensifier UN MOUVEMENT GÉNÉRALISÉ CONTRE LE SYSTÈME !

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encadrer et nous enterrer ! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer. Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. (...) Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat ! Cette chose, c'est LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE. C'est un système nouveau où « ceux qui ne sont rien », comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons ! Et ça part de la base !

Si on nomme des « représentants » et des « porte-parole », ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. (...) Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. (...)

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. (...) Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance.

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une « maison du peuple » comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation ! Et qu'ils se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité ! C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là-haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer ! (...) Non aux représentants et aux porte-paroles autoproclamés ! Reprenons le pouvoir sur nos vies ! Vive les gilets jaunes dans leur diversité ! (...)

# A Boulogne-sur-Mer : Gilets jaunes au féminin ! Marre d'être...

***Une camarade <sup>(1)</sup> nous raconte ici comment des femmes du collectif des gilets jaunes (GJ) boulonnais ont décidé de manifester tous les mercredis à 14 heures devant la mairie de Boulogne-sur-Mer. Leur initiative nous semble être l'une des plus intéressantes et des plus inattendues observées localement. Elle confirme que les GJ mènent un véritable mouvement qui, malgré toutes ses contradictions, bouscule les rôles sociaux en son sein et porte des pratiques émancipatrices<sup>(2)</sup>.***

1. Pour lire ce texte dans son intégralité, voir <https://lamouetteenragee.nobloggs.org/post/2018/12/18/femmes-en-gilets-jaunes-a-boulogne-sur-mer-gilets-jaunes-au-feminin-marre-detre/>

2. Comme le montrent de nombreuses études historiques, les femmes ont toujours manifesté, mais elles sont plus visibles dans ce mouvement, pour plusieurs raisons : la forte dimension sociale du conflit, la place importante des revendications concernant les conditions de vie, et, en l'absence de porte-parole officiels, la recherche par les médias de participants « ordinaires ».

C'est sur les ronds-points, la nuit, sous la pluie, qu'on s'est rencontrées. Moi je commençais à peine à rejoindre avec prudence ce mouvement, que j'avais observé longtemps de loin, un peu méfiante à l'égard de cette révolte qui n'avait ni drapeau ni idéologie définie. Ce sont les femmes qui m'ont accueillie, sans reproche et sans méfiance. Les gars ne parlent pas beaucoup, à part quelques-uns, plus à l'aise, et qui se munissent vite d'un micro ou d'un mégaphone. Les femmes parlent, entre elles, mais sans hiérarchie palpable. Elles parlent de cette parole domestique qui est la seule qu'on leur réserve. Elles racontent, vite, à toutes ces nouvelles camarades de lutte, leur colère, leurs problèmes du quotidien de plus en plus difficiles à affronter. Un quotidien qui tourne autour de trois sujets : la nourriture, la santé et surtout les enfants, leurs études, leur garde. Je suis militante, féministe, célibataire, et donc perplexe d'abord. En sommes-nous encore à nous limiter à ces sujets qui devraient être également partagés entre hommes et femmes ? Ne peut-on pas, nous aussi, porter un discours plus analytique, moins émotionnel ?

Quelques femmes sur le rond-point tentent d'améliorer la stratégie de blocage, tout en résistant aux pressions des policier.e.s présent.e.s qui nous poussent, de plus en plus fermement, vers le trottoir. Peu de ces bons conseils sont entendus par le groupe. Elles me le disent : depuis trois semaines, il y a une bonne entente avec les gars, souvent leurs maris, leurs frères, leurs voisins, leurs collègues, mais peu d'écoute.

Christelle, une femme de marin, épaulée par son frère, marin aussi,

lance l'idée : on devrait manifester qu'entre femmes, nous au moins on se comprend. J'adhère immédiatement à cette perspective. Il faut admettre que pour moi, prof et nouvellement arrivée dans le mouvement, encore réticente à endosser le jaune, au lieu de mon rouge habituel, le dialogue est plus facile avec elles, étudiantes comme ma fille ou mères de famille comme moi, qu'avec ces têtes d'hommes taciturnes noircies par la fumée des pneus, dont je ne connais que théoriquement le mode de vie. On se met d'accord via Messenger et, dès le lendemain après-midi, nous sommes une petite dizaine à nous réunir sous la grande tente provisoirement installée comme QG sous un pont, près d'un des ronds-points stratégiques des blocages locaux.

Nous ne nous connaissons pas mais, autour d'une petite clope, la conversation prend vite, à l'extérieur, en attendant avec angoisse les copines que nous avons invitées la veille sur le réseau. Passée la déception de ne pas voir arriver certaines, l'esprit reste positif. Il faut faire comprendre à nos camarades hommes, maintenant, que nous devons rester seules pour nous organiser. Intrigués, ils restent d'abord là. Un des porte-parole masculins propose qu'ils entrent s'asseoir avec nous, « mais sans parler, hein ! ». Nous refusons d'une blague. (...) Nous entrons et nous installons en cercle, avec force politesses pour nous partager les quelques chaises ou plutôt sièges improvisés. Une grande attention est portée à l'autre, instinctivement. Comme dans tous les milieux, tous les sexes, certaines maîtrisent mieux la parole que d'autres, mais globalement tout le monde a parlé, même les plus timides, grâce à cette

qualité d'écoute que je n'ai rencontrée qu'en de rares occasions, et souvent entre femmes. On ne coupe pas la parole, on veille aux plus fragiles, on s'encourage. Ça fait du bien.

Chacune se présente, et les histoires défilent : la paie qui ne rentre plus, ou si peu, les enfants à élever au mieux quand même. Les parents et amis qu'on sollicite, la fierté en berne, pour finir le mois avec quelque chose dans l'assiette des enfants. Les coûts de santé et d'éducation qui augmentent. Je mords mes lèvres, moi, la laïcarde, quand une maman me dit qu'elle paie (avec l'aide de sa mère) pour mettre ses trois enfants dans le privé alors qu'elle a du mal à manger. Je pleure intérieurement le service public assassiné pour lequel je travaille et pour lequel je lutte. Deux étudiantes présentes décrivent le coût de leurs études, privées également, les boulots et autres sacrifices qu'elles sont obligées de faire pour y arriver. Plusieurs personnes abordent aussi des coûts de santé (qui ne devraient pas exister, au pays de la Sécurité Sociale) ou des invalidités (maux de dos, une maladie du travail invisibilisée), reconnues, mais insuffisamment pour être indemnisées. Les petits contrats, les petits salaires, aussi irréguliers qu'insuffisants.

Aucune ne se plaint pour elle, sinon toujours pour la famille. Toutes parlent des doubles journées même si, elles le rajoutent vite, les hommes les aident plus qu'avant. Certaines attendent toutefois longtemps des pensions alimentaires qui n'arrivent que trop rarement, voire jamais, du père de leurs enfants. Finalement, à ma déception, nous parlons assez peu des conditions de travail. Pourtant, il y



Manifestation des femmes gilets jaunes

aurait beaucoup à dire, je le sais, pour toutes ces femmes qui travaillent en grande partie dans l'aide à la personne (soin aux personnes âgées ou aux enfants, et ménages). Les étudiantes veulent également travailler dans l'éducatif, le social.

Après ce long tour d'une table inexistante, l'organisation de la manifestation va vite, très vite. Le jour est défini tout de suite : le mercredi, parce que c'est le jour où on ne peut pas travailler quand on a des enfants. En France, les temps partiels <sup>(3)</sup> sont le plus souvent pris par les femmes dans les foyers car leur salaire est le plus souvent le plus bas des deux et parce que... c'est comme ça ! Surtout quand on n'a pas de famille à proximité pour aider à la garde d'enfants. On parle « rassemblement » parce que c'est légal, mais on tombe vite d'accord sur une manifestation que l'on ne déclarera pas. Aucune n'a confiance dans la préfecture, aucune ne veut signer. Toutes sont déterminées à se faire entendre, légalement ou pas. Nous n'aurons que très peu parlé politique « politicienne », conscientes que si nulle n'a voté Macron, nos histoires et nos choix sont différents à ce niveau. Certaines, comme Sophie, cheminote, ou Denise, militent déjà à gauche (...), certaines ont reporté leur colère sur des partis d'extrême droite, d'autres ne votent pas, ou plus. Pour ne pas casser notre belle convergence, nous n'avons aucun problème à mettre ces questions de côté, pour le moment : nous voulons toutes la démission de Macron et c'est déjà ça, le reste on verra après ! (...) Personne ne critique l'autre pour ses

choix. (...)

On se sépare, émues, pour mieux se retrouver quelques minutes plus tard via Messenger. Ce réseau social de conversation que je fuis habituellement fait vibrer mon téléphone toutes les minutes (...). Toutes y mettent du leur, invitent des amies, publient sur des sites, des pages, des groupes. Les idées de mise en scène fusent. Et l'on se prend à rêver devant l'accueil positif que l'on reçoit, à quelques exceptions près. Les reproches de ces anonymes derrière l'écran ? Avoir inclus les enfants qui « devraient être à l'école » (un mercredi après-midi !), ne pas être derrière nos fourneaux ou à la vaisselle, emmener les enfants dehors dans le froid (à 14 heures) au lieu de les laisser « au chaud devant la console ou la télé » ! Des reproches partagés par des femmes comme des hommes. (...) Cela dit, la réception est plutôt bonne dans l'ensemble.

C'est pourquoi nous sommes plutôt un peu déçues à voir la vingtaine de femmes présentes ce premier mercredi. (...) Mais quel plaisir de se voir ! (...) L'ambiance est vraiment très bonne. Pour parler au journaliste de la radio qui s'est déplacé jusqu'à nous, c'est Christelle et moi qui nous y collons ; la plupart des femmes, dont la langue se délie pourtant entre nous, ne veulent pas s'exprimer au nom du groupe. Ça remet en question ce que l'on répète avec sincérité : pas de cheffe, pas de porte-parole. C'est cette parole inhibée qui est la clé de notre rassemblement. C'est dur, quand depuis petite on ne t'écoute pas,

d'oser parler publiquement. Nos velléités de vidéos à faire circuler sur le Net pour exposer nos problèmes ont d'ailleurs fait long feu. Parler entre nous, oui, mais s'exposer, non.

(...) Quelques gilets jaunes hommes veulent absolument nous rejoindre ou nous « protéger ». On laisse faire tant qu'ils restent à distance. Ils nous suivent de loin, entre admiration et étonnement. Le groupe se met en marche vers 14 h 45, après une longue attente. Nous n'avons rien déclaré, et pour l'instant, nous ne sommes suivies que par le gilet jaune qui souhaite fermer la marche de sa voiture. (...) Nous avons du mal à garder le pas très lent que nous avions décidé. On sent les femmes dynamiques qui ont l'habitude de marcher vite. Nous trouvons vite quelques slogans improvisés sur le tas, que nous répéterons durant toute la manifestation « sauvage ». « **Qui c'est qui s'galère ? C'est nous ! Qui c'est qu'est en colère ? C'est nous ! Qui c'est qui n'a plus de ronds ? C'est nous ! Qui c'est qu'aime pas Macron ? C'est nous !** » Ce « nous » scandé soude la troupe. Des déclinaisons de slogans surviennent parfois, moins graves, plus taquins, et nous pouffons de rire : « Qui c'est qui veut se faire belle ? Pour qui c'est la vaisselle ? ». Même le policier qui finit par nous « escorter » (le plus possible en direction des rues piétonnes, évidemment !) ne peut cacher ses sourires. Sur le chemin, un grand capital de sympathie quand nous interpellons d'autres femmes, souvent accompagnées d'enfants. Nous n'avons hélas prévu ni tract ni flyer pour le prochain rendez-vous, les infos sont données de vive voix. Arrivées au bout d'une heure de gêne à la circulation devant la sous-préfecture, les discours prévus sortent avec peine. (...) Entre la pression de la police (passée d'un escorte à trois voitures) et le froid qui nous atteint, nous nous dispersons assez vite, en ayant l'impression que, à vingt ou à plus, le rendez-vous est bien confirmé : nous recommencerons, aussi longtemps qu'il le faut, car il n'y a plus le choix !

**Boulogne-sur-Mer, le 18/12/2018**

3. D'après le Dares Analyses n° 005 (janvier 2013), 82 % des salariés à temps partiel étaient en 2011 des femmes, et 31 % des femmes salariées étaient à temps partiel (contre 7 % des hommes). Pour les femmes, le nombre d'enfants à charge et leur âge sont des facteurs déterminants pour être à temps partiel (plus de 45 % de celles qui en ont au moins trois à charge le sont) ; pour les hommes, cela joue beaucoup moins ; ils travaillent même plus souvent à temps partiel lorsqu'ils n'ont pas d'enfants à charge.

## Quelques villes en gilets jaunes

### *Gilets jaunes à la mode de Caen*

A Caen et ses environs, le mouvement d'occupation des ronds points a commencé très fort dès le 17 novembre. Ainsi à l'entrée de l'hypermarché CORA, ce sont vraiment les gens des villages proches qui se sont rejoints un peu par hasard à cet endroit qui a tenu le week-end. Lors des premières manifs très peu de militant-e-s, tout le monde semblait un peu attentif et refroidi par les infos qui circulaient sur les propos racistes, sexistes et homophobes tenus sur les lieux de blocage. Mais le terrain montre une autre réalité. Autour des boîtes comme Renault Truck, des militants de SUD et de la CGT se sont retrouvés rapidement sur les ronds points alors que leurs syndicats ne bougeaient pas. A Bayeux (15 km de Caen), les employé.es de l'usine *Lactalis* faisaient les 3x8 au rond point proche de leur boîte, avant ou après leur journée de travail. A Rots des racistes qui essayaient de s'incruster ont été virés par les gilets jaunes. Des identitaires virés de la manif le samedi 1er décembre sont revenus à la fin. Évidemment tout n'est pas aussi simple, sur les barrages, on a croisé aussi plusieurs personnes qui ont voté « Marine » comme elles disent. Sur des lieux

stratégiques comme à Ifs à la sortie de Caen, ce sont des « GJ » qui veulent virer ce qui leur semble radical ou anar. Comme ailleurs les délégué(e)s auto-désigné(e)s tentent d'avoir une place. Une porte-parole autoproclamée a dû être exfiltrée par ses camarades lors d'une A.G place du théâtre le 1er décembre, après que l'AG ait refusé sa proposition d'élection de délégués. Un autre a rencontré le maire au nom des gilets jaunes, qui ne lui demandait rien. Il est dénoncé par la précédente comme un ancien soutien de Bruno Mégret (ex Front National).

De ces lieux de résistance et de vie, que sont devenus les occupations de ronds points partent une tentative de bloquer le dépôt pétrolier sur le port, très durement réprimée et vite délogée par les flics. Sur le périph de Caen, le « rond point bleu » sera l'objet de multiples affrontements avec la police. Les différents péages de l'autoroute Caen/Paris et le pont de Normandie ont également été pris d'assaut par les gilets jaunes. En plus des manifs dans les rues de Caen qui sont passés de 1500 à plus de 3000 personnes le samedi 8/12 puis un peu moins les suivants, les hypermarchés périphériques ont été bloqués et celui de *Mondeville 2* obligé de fermer 4 samedis de suite.

Mais la force de ce mouvement réside aussi sur le nombre de rond points « invisibles » mais occupés en nombre depuis le 17 novembre tout autour de Caen : Bayeux, Vire, Lisieux...

Les gilets jaunes essaient de se structurer. Le 21/12 une Assemblée régionale a réuni de 300 à 500 personnes dans une -annexe- du « Marais », un squat ouvert par l'AG contre les expulsions et occupé par des migrants. La précédente AG à Dives-sur-Mer avait compté 200 personnes. Plusieurs commissions se sont mises en place : actions, répression, revendications etc. Lors des interventions plusieurs femmes ont rappelé aux « mecs » de ne pas minimiser leur rôle dans cette résistance populaire. Les participants ont convenus de se retrouver début janvier. Suite à l'AG le « rond point bleu » évacué quelques temps avant par les flics a été massivement réoccupé et tient depuis. On note que la dynamique multiple, auto organisée et revendicative du début laisse la place à une demande de structuration qui pourrait être légitime si elle émanait des GJ eux même et n'était pas dévoyée notamment par l'irruption du Référendum Initiative Citoyenne.

Caen 25/12/2018

### *Gilets jaunes envers et contre tous.*

Malgré l'opprobre des politiciens et syndicalistes, malgré la répression brutale lors de manifestations à Paris ou ailleurs en région, malgré les renforts « d'éditocrates » venus en aide au président, le mouvement des gilets jaunes perdure. La France institutionnelle, celle du paritarisme et du partenariat syndical est frappée de stupeur et se serre les coudes dans l'effroi contre les gilets jaunes.

### *En attendant le complot russe !*

« Ce ne sont pas les gilets jaunes qui ont manifesté, c'est la peste brune » commentait le ministre G. Darmanin tandis que son collègue de l'intérieur C. Castaner les traitait - JDD du 25 11- : « de séditions manipulés

par Marine Le Pen ». Accusation que celle-ci réfutera aussitôt. Sans doute que la violence verbale des privilégiés relayés par une presse désorientée par l'émergence brutale de ce mouvement d'ampleur nationale révèle la panique qui saisit la bourgeoisie, le gouvernement et ses appuis politiques ou syndicaux, ignorés et rejetés. De son côté, le préfet de police Delpuech justifiait la brutalité policière suite au saccage parisien, par la présence « de réseaux violents d'ultra droite et d'ultra

gauche ». Saccage en direct sur BFM-TV (c'est bon pour l'audimat) tandis que les commentateurs dénonceront « l'influence » de certains partis d'extrême droite et d'extrême gauche sur les gilets jaunes et la présence des « casseurs » infiltrés. L'hebdomadaire Marianne pointera « l'ultra droite et l'ultra gauche réunie » etc. La rengaine du casseur et de la violence sera reprise ensuite par les portes-voix de la bourgeoisie dans le but de diviser. Difficile de dénoncer l'ensemble du



Sur le pont !

mouvement des gilets jaunes mais l'affaiblir pour le scinder entre les pacifiques et raisonnables dont les gouvernants entendent le désarroi et « les casseurs infiltrés » qui l'utilisent. Cette tentative de détournement, étatico-médiatique par la peur ne prendra pas. En chargeant ainsi les milliers de manifestants de Paris, le gouvernement pensait diviser les gilets jaunes entre eux. Il espérait par la peur, désolidariser le reste de la population. Il n'en fut rien car peu après, un sondage notait que 72% des français(es) gardaient leur sympathie aux gilets jaunes. La presse dégonflera cette hystérie politico-éditocrate : « aucun des gardes à vue arrêtés ce week-end à Paris.../...n'était fiché que se soit à l'ultra droite ou à l'ultra gauche...//...ils, elles sont des coléreux ordinaires enhardis par l'anonymat de l'action collective. Ils sont ouvriers, mécaniciens, plombiers...//pour beaucoup entre 20 et 30 ans ». Même le préfet de police Delpuech déclarera dans sur Europe1 : « sur les 103 personnes interpellées, plus des ¾ sont des personnes qui viennent de différentes villes de province de manière isolée. Ce ne sont pas des habitués du territoire parisien ». D'autres journaux citeront des intérimaires, des lycéens... Pour le plus grand nombre c'est leur première manifestation et ont été arrêtés aux abords de points chauds sans pouvoir être confondus. Les médias en avaient fait des « casseurs », les juges les condamnent pour l'exemple et pour dissuader de rejoindre la future manifestation qui se prépare ce samedi 8 décembre. L'autre communication gouvernementale -reprise par les médias- pour dénigrer le mouvement fut l'instrumentalisation

des dégradations des bris de vitrines et autres saccages avec le montant des dommages causés. Puis ce fut le manque à gagner des boutiquiers etc. Mais une fois encore, la colère, la rage renforcèrent la détermination des gilets jaunes et les marques de solidarité aux ronds points furent plus nombreuses.

### *En être ou ne pas en être.*

Bien sûr que l'ultra droite était à Paris, bien sûr qu'elle surfe là où elle a ses relais autour du mouvement des gilets jaunes, tentant de le noyauter par des représentants auto proclamés. A Caen, c'est un ancien du Front National, parti avec Bruno Mégret, qui s'affiche « délégué ». Il est aussitôt neutraliser par sa rivale elle aussi - auto proclamée- mais qui à la bienveillance du quotidien Ouest-France car modérée voit même selon certains « de gauche » ?

La galaxie d'extrême droite s'était donnée rendez-vous sur les champs Élysée. A ses abords ses dirigeants ont été repérés par la presse qui y a vu là : « la preuve réelle » du noyautage du mouvement des gilets jaunes. La plus célèbre et acclamée parmi eux : Marion Maréchal Le Pen. Quand à l'ultra gauche -appellation non contrôlée- sans doute était-elle aussi présente. D'ailleurs, Marion Maréchal Le Pen le confirme au Figaro du 26/11 : « Quand je suis arrivé, les vrais gilets jaunes étaient déjà partis depuis longtemps. Le mouvement était phagocyté totalement par les militants des partis d'extrême gauche...//On entendait : à mort le capitalisme... ». Pourtant ce sont 10 000 manifestant.es qui ont envahi et occupé l'avenue

parisienne ce jour là et 180 000 -nous dit-on- dans toute la France. En pointant les ultras, les extrêmes, la presse tente d'étouffer la rage de ces milliers d'exploité.es qui crient leur colère de ne plus pouvoir vivre décemment, qui dénoncent les injustices subies, et leur révolte contre une démocratie kidnappée par les technocrates au service des puissants et des banques. Et pour ces prolétaires anonymes, ces plombiers, aides soignantes, artisans, RMistes etc... qui refusent et dénoncent les inégalités sociales de la politique de Macron, pour ces retraités, ces smicard.es, ces hommes et femmes en colère qui occupent des ronds points, se manifestent pour la première fois, nul besoin des ultra ou extrêmes quels qu'ils soient.

Comme le résumait au journal Ouest France un habitué qui participe au mouvement depuis le début : « les extrêmes ont les a vu venir. Certains ont profité du mouvement mais ont été vigilants...//. au quotidien, les barrages appartiennent aux gilets jaunes ».

Alors que les gilets jaunes refusent de se choisir un ou une porte parole, face à l'étrangeté de ce mouvement sans leader, chaque média sera tenté de trouver une tête, un visage à mettre en avant. De même qu'il n'a nul besoin de corps intermédiaires pour faire entendre ses revendications et encore moins des syndicats qui lui sont extérieurs et dont il n'a que faire. Face aux incompréhensions qu'il pose, tous les flics de la pensée se penchent sur lui, sur ses revendications multiples trop nombreuses à satisfaire et mêmes contradictoires, objectent-ils. Jamais mouvement n'aura été aussi trituré, disséqué, décortiqué... avant même qu'il n'écloie tant il est difficile à saisir et dans sa forme et sur le fond. Une manière sans doute de réduire l'expression politique collective d'un ensemble multiple à une figure individualisée sans contenu.

Pourtant, les gilets jaunes ne sont que l'expression de quarante années de misères et d'austérité subies ainsi que d'impasses électorales supportées. Cette révolte de classe visible sur les barrages, dans les blocages ou manifestations se suffit à elle même. C'est aux riches de payer !

**MZ Caen le 06/12/2018.**



### *Les gilets jaunes à Lille et Hénin-Beaumont*

Comme beaucoup de monde, c'est à partir du lundi 19 novembre où les blocages économiques ont persisté et se sont intensifiés, que j'ai été surpris par l'ampleur et l'originalité de ce mouvement devenu social. Je précise tout de suite que je n'ai pas participé activement aux actions faute de disponibilités. Néanmoins, j'ai pu aller aux manifestations du samedi sur Lille et je me suis arrêté sur un des barrages à Hénin-Beaumont pour discuter. Voici donc quelques impressions.

### *Des blocages tout azimut*

C'est sûrement ce qui a fait la force des gilets jaunes : pouvoir bloquer partout sur le territoire aux endroits stratégiques et poser un rapport de force direct sans filtre de représentation. Chacun s'est organisé à la base pour bloquer les ronds-points près de chez soi, rien n'est venu d'en haut, tout était diffus. A Lille même, aucun blocage mais à la périphérie, le CRT (centre régional de transport) de Lesquin, le MIN de Lomme (= le Rungis du coin) et plus généralement les zones d'activités le long de l'autoroute A1 ont été bloquées désorganisant toute l'économie régionale.

A Hénin-Beaumont, les GJ ont réussi à faire fermer l'énorme centre commercial Auchan pendant quasiment 2 jours, provoquant ainsi des millions d'euros de pertes ! Toute l'organisation de ces blocus passait par le groupe Facebook local avec des lieux de rendez-vous donnés à tout va et des personnes qui se positionnent à tel ou tel endroit. On pouvait suivre quasi en direct la situation grâce aux vidéos live. Les flics ont fini par débloquent mais les GJ très mobiles sont partis ailleurs ou sont revenus sur place en pratiquant cette fois les barrages filtrants pour ménager l'opinion publique ce qui aux yeux de tous était hyper important. Les rapports avec la police locale étaient plutôt cordiaux et au début, il y avait une certaine compréhension et acceptation du mouvement. Les gaz lacrymogènes et les coups de matraque ont cependant vite remis les choses en place et évaporé les espoirs de voir les bleus soutenir les jaunes.

### *« Je ne suis pas pour l'immigration, mais bon.... »*

Situation ubuesque sur un rond-point en face du Ikéa : alors qu'on discutait des revendications très larges (« on n'est pas là que pour la taxe gasoil, il nous reste 10 euros à la fin du mois, on veut gâter les enfants pour Noël, Macron démission, on fait la révolution »), un migrant perdu au milieu de cette zone



commerciale est venu demander son chemin. Les deux GJ lui indiquent la route en prenant bien soin de filmer la scène avec un smartphone : « Publiés sur Facebook pour dire qu'on est pas des racistes ». Le sans-papier parti, les langues se délient : « tu vois, il y a de tout ici, des gens de droite, des gens de gauche. Par exemple, moi, je ne suis pas pour l'immigration mais bon, le pov' gars là, il y peut rien ». Le credo ici c'est qu'il faut enfile le gilet jaune pour effacer les différences politiques entre les gens et se concentrer sur la cause commune. Autour, beaucoup de femmes, des jeunes et moins jeunes. On m'explique que la journée, ceux qui sont au chomdu tiennent le rond-point tandis que le soir des personnes passent après le boulot. La dimension de classe est bien là, on est cependant loin des discours militants traditionnels et disons propres. Il y a de tout et particulièrement du Front national.

Le maire FN Steve Briois s'est montré dès les premiers jours aux côtés des GJ héninois. Quelques photos prises et voilà que deux grands panneaux en bois sont installés par la municipalité pour permettre d'inscrire les revendications aux yeux de tous les automobilistes. Mieux, des salles municipales ont été prêtées pour organiser les premières assemblées générales et des bus ont été affrétés pour rejoindre la première manifestation parisienne du samedi 24 novembre. Le ton se voulait donc paternaliste mais le mouvement est resté largement incontrôlable et les blocages se sont poursuivis et même durcis au niveau de la plateforme logistique du coin. Les appels au calme frontistes n'ont pas réussi à sauver des flammes un Burger King (fastfood) ni à canaliser les colères. Mais après deux grosses semaines de blocages éparés, les GJ se font moins voir, ils ont été en partie remplacés par les lycéens mobilisés contre la réforme du bac et parcours sup.

### *A Lille, la France Insoumise à la manœuvre*

Les manifestations lilloises ont été plutôt pépères au regard de ce qui s'est passé ailleurs. La première, le 24 novembre, a été la rencontre de deux mondes : la CGT (qui appelait à sa manifestation nationale contre la misère) et quelques autres syndiqués attendaient les GJ en scandant des appels (prophétiques !) à la grève générale ; les GJ sont arrivés au son de la marseillaise en brandissant les drapeaux français. De quoi susciter des interrogations des deux côtés. La méfiance vis à vis des syndicats est très forte et le volte face des syndicats du transports qui appelaient à bloquer les routes puis ont renoncé après avoir obtenu des « avancées », a fini par dégoûter tout le monde des centrales syndicales et à juste titre.

Néanmoins, le mouvement n'est pas vierge de toute organisation politique car ici à Lille, c'est bien la France Insoumise qui chapeaute dès le début les manif en déposant les parcours en préfecture et en prenant le micro à la fin de chaque cortège ce qui fera naître d'ailleurs un leader auto proclamé. Le parti politique a aussi mobilisé ses députés locaux (Bernalicis et Quatennens) pour afficher leur écharpe tricolore et parler aux médias. Il y a bien sûr des tensions autour de cette représentation politique, un des députés s'est même fait virer d'un groupe de GJ car beaucoup de personnes restent attachées à la non récupération du mouvement. N'empêche que la FI a réussi à prendre la tête de l'organisation et rien n'a su pour le moment déborder cette main mise, au contraire.

### *Tour de vis politique : fin des AG de base et censure de l'information*

Au début comme partout, c'est allé dans tous les sens. Des AGs locales ont été organisées et souvent improvisées faute de pratique de l'exercice. A quelques endroits, des systèmes de mandats et de représentants

élus ont vu le jour mais toujours révocables par l'assemblée qui était décisionnelle. Ça partait plutôt bien mais cette situation n'a pas plu aux insoumis. La république c'est eux comme dirait leur chef de file. C'est ainsi que le jeune leader FI et son équipe ont réussi à convaincre les novices en politique (assez nombreux, rappelons le) qu'il fallait plus de verticalité au nom d'une meilleure efficacité et que c'était pénible d'être tout le temps remis en cause par une assemblée bordélique. Le couperet tombe lors d'une réunion entre personnes très mobilisées et administrateurs de page Facebook. Car la bataille se mène surtout sur le réseau dit social. Avoir dans la poche les

administrateurs c'est le meilleur moyen de filtrer l'information et de ne diffuser que ce que l'on veut. Un groupe « coordination 59/62 gilets jaunes » est créée, quelle prétention ! Il devient le principal canal de diffusion de la mobilisation. Les actions sont décidées par le haut et sont diffusées par internet et SMS.

Heureusement tout n'est pas si monolithique et les masques commencent à tomber : les militants de la FI font de la propagande pour le RIC (référendum d'initiative citoyenne) et en cachette, ils proposent comme les autres partis des places sur les listes européennes pour ne pas se faire siphonner par une hypothétique liste GJ.

Cela provoque déjà du remous chez certains gilets jaunes qui ne sont pas dupes. Côté autonome, l'AG de lutte qui était née pendant la Loi travail s'est réactivée et a décidé d'investir un peu plus les actions et les manifestations. Une AG de base est prévue à la rentrée de janvier mais difficile aussi de ne pas paraître récupérer le mouvement. C'est donc avec prudence qu'il faut intervenir politiquement. C'est je pense, en rappelant les règles de démocratie directe et en offrant un espace de discussion et de débat large que le mouvement des gilets jaunes peut continuer à rester insaisissable aux politiques et vivace dans la lutte des classes !

**Fabien, OCL Lille, décembre 2018**

### GJ en Loire-Atlantique

Depuis le 17 novembre, comme dans les autres départements, le mouvement des gilets jaunes occupe, filtre, bloque, manifeste, s'affronte, dans une grande diversité de groupes impossible à décrire... À Saint-Nazaire, rapidement un rassemblement va se transformer en occupation - par une partie des manifestants - d'une ANPE désaffectée, ancienne annexe de la sous-préfecture destinée à être démolie pour un projet immobilier d'immeubles. L'appel de Saint-Nazaire qui a circulé sur le net est, avec celui de Commercy, un des rares textes qui cadrent dès la deuxième semaine la perspective de la mobilisation en-dehors de toute ambiguïté d'accointances avec l'extrême-droite. Le bâtiment occupé, rebaptisé Maison du Peuple, sert de lieu de rencontre (AG quotidienne à 18 h), de débat et d'organisation pour un collectif GJ soutenu notamment par le réseau paysan et zadiste de « la cagette déter » qui soutient les luttes sociales dans la région depuis un an. Le tribunal a convoqué les occupants en vue d'une expulsion, mais l'audience a été repoussé le 16 janvier.

La mobilisation des gilets jaunes n'a pas réussie à déborder sur les autres grosses entreprises de la presqu'île (Chantiers Navals, raffinerie, Airbus,...) même si elle a reçu un accueil plus que chaleureux et compréhensif. Les gens mobilisés sont très informés, sur de nombreux sujets, sans commune mesure avec les discussions lors d'un mouvement comme celui des chômeurs en 1998 : accès aux infos, listes et forums, plus généralisé et facile grâce au net... Difficile à affirmer.

À Nantes, le mouvement a mis un certain temps à décoller pour les rendez-vous du samedi ; la mobilisation était surtout portée par l'occupation en semaine de rond-points dans différentes zones



*En bas comme en haut*

commerciales et industrielles de la périphérie, avec parfois des affrontements et leur lot de blessés et d'arrestations. Si le groupe « Colères 44 » revendique des milliers de « followers », c'est un autre groupe « Gilets nantais », qui a organisé une première assemblée générale ouverte en ville, sur le site des Machines de l'Île, fin novembre, qui a regroupé une centaine de personnes. Chaque semaine, ce sont près de cent personnes qui se retrouvent pour essayer d'organiser des actions ou de se structurer. En fait la page Facebook « Gilets nantais » sert de point de repère pour qui veut suivre les initiatives, ce qui donne un poids important aux administrateurs... Une tentative d'ouverture d'une « maison du peuple » nantaise a échoué, mais il est clair pour tout le monde qu'un lieu serait très précieux pour renforcer la dynamique collective. Les manifestations du samedi prennent régulièrement de l'ampleur depuis le 1er décembre, avec une attitude de la police « étrange ». Les rues les plus commerçantes, habituellement fermées aux cortèges depuis les mobilisations contre la loi El Khomry en 2016, sont laissées ouvertes. Le samedi 22 décembre, près de 3000 manifestants gilets jaunes, venus de

plusieurs départements, ont ainsi longuement côtoyés la foule en pleine fièvre acheteuse, devant des vitrines intactes (?), pour ensuite aller attaquer les rangs de CRS posés devant la préfecture. Si le pouvoir escomptait une émeute en plein Nantes bourgeois à deux jours de Noël en guise d'épouvantail, il en a été pour ses frais. Par contre il y a eu beaucoup de blessé-e-s causés par de très nombreuses lacrymos et flashballs. Un camarade blessé le 8 décembre sans raison par un flashball est depuis à l'hôpital, après avoir failli mourir d'une hémorragie à la rate...

Pour le moment, il est difficile de prévoir l'avenir local du mouvement, même s'il traversera vraisemblablement la trêve des confiseurs de fin d'année. Les raisons de son déclenchement sont toujours là, l'énergie est belle et bien présente et les idées d'actions se multiplient, alors que les gardes-chiourmes de l'état ont obtenu de substantielles augmentations en un seul jour de grève. Si l'état avait voulu agiter un chiffon rouge devant les gilets jaunes, il ne s'y serait pas pris autrement.

**Nantes le 24/12/18.**

### Les Gilets Jaunes à Reims

Les gilets jaunes rémois sont apparus dès le début du mois de novembre. La visite de Macron à Reims à l'occasion des célébrations du 11 novembre a donné lieu à des rassemblements de protestations, traités avec mépris et matraque, qui formeront plus tard les noyaux durs des occupations des ronds-points. Celles-ci se répartissent sur trois secteurs Thillois, Cormontreuil, Witry les Reims, et dans une moindre mesure Champfleury. Les sites choisis possèdent des caractéristiques identiques : il s'agit d'importants sens giratoires desservant les entrées/sorties principales de la ville et situés dans des zones commerciales immenses. Chaque rond-point possède sa propre dynamique, ses meneurs, ses références (le groupe Facebook auquel il se rattache) voire sa propre couleur politique.

Pas de bol pour nous, celui de Thillois qui est le plus proche de notre quartier, à la réputation d'être fortement connoté Rassemblement National.

Tant pis ! Autant vérifier par soi-même !

Pas de France périphérique ou semi-rurale ici, encore moins de classes moyennes menacées par un décrochage social mais bien au contraire un prolétariat urbain en galère permanente avec une forte proportion de femmes seules avec enfants. Les occupants se regroupent de manière affinitaires autour de relations familiales (on a par exemple une famille avec ses trois générations) ou de facteurs culturels communs (la bécane par exemple ou l'antériorité d'une carrière militaire... beurk !).

Si l'accueil est chaleureux les discussions sont délicates. La parole politique est réservée aux grandes gueules du groupe et la part de la relation virtuelle via les réseaux (anti)sociaux est prépondérante. Bref il faut être à la page !

Il est vrai que l'endroit ne se prête guère à l'organisation ni à la discussion : il fait froid, il y a de la boue, les cahutes sont bringuebalantes et les échanges sont ponctués par les klaxons des routiers et autres automobilistes. Pourtant même les timides trouvent leur compte : dans les discussions interindividuelles surtout. Quand on parle du concret, de la galère quotidienne, quand on écoute les feuilletons des vies cabossés.

On mesure alors ce que peut représenter ce mouvement pour ces gens d'habitude invisible. Enfin pour la première fois depuis des années on a arrêté de souffrir en silence, on a récupéré de la dignité et la démonstration de la solidarité réelle et matérielle d'autres hier encore inconnu et perçus comme hostile (comme celle des travailleurs de la zone commerciale venus partager leur repas ou celle des dizaines d'anonymes qui ont apportés des victuailles), laisse apparaître l'autre non plus comme un adversaire ou un concurrent mais comme un camarade avec qui on peut partager. On retrouve en fait le plaisir de faire communauté !

Politiquement c'est le foutoir et c'est rempli de contradictions ; on a beau accoler un drapeau français sur son gilet jaune on ne tarit pas d'éloge sur la dame rebeu et son keffieh, on fustige l'assistantat mais on perçoit soi-même l'AAH ou le RSA. Bref on peut se lâcher sans être pris pour un taré

ou être jugé : Macron pendaison, à mort les bourgeois, illuminati- reptilien-Templiers et tout le bordel...Chacun pense être détenteur de LA vérité par l'utilisation de connaissance mal digérée ou le visionnage de la dernière vidéo YouTube dévoilant le secret du monde.

Paradoxalement l'expression de cette colère réelle mais désordonnée reste terriblement dans les clous du politiquement correct. Les premiers blocages du groupe de Thillois ayant donné lieu de lourdes condamnations par la justice après quelques escarmouches avec les pandores (18 mois dont 14 fermes pour un poignet de flic fracturé !), les actions suivantes se contenteront de barrages filtrant ou de péages gratuits. La manif rémoise du 8 décembre composé d'un défilé jaune dans les artères marchandes de la ville avec ouverture du défilé par l'amicale des deux roues et collaboration policière pour deux malheureux fumeurs de joint constituant le summum du mouvement rémois.

Côté gauche et syndicat pas grand-chose à dire, si le groupe local de LO a pu à un moment s'intéresser au mouvement, il est vite revenu à des terrains qu'il maîtrise plus comme celui des lycéens.

Le défilé plan-plan du vendredi 14 décembre au matin a constitué la démonstration de l'incapacité des deux mondes à échanger, bien que quelques initiatives individuelles comme celle de camarades cheminots aient pu avoir lieu et ont été bien reçu de la part des gilets jaunes. On a pu mesurer l'incapacité de la gauche et de l'extrême gauche de la ville (nous nous y incluons évidemment) à saisir ce qui se passait réellement d'une part et à apparaître comme une force de proposition autonome et crédible d'autre part.

A l'heure de la rédaction à Reims, les opérations d'évacuation des ronds-points ont débuté. Les forces de l'ordre avec l'aide de pelleuse et de benne procèdent au démantèlement des cabanes. Dans le même temps, plusieurs d'entre eux étaient convoqués au commissariat de Reims pour occupation illégale du domaine public. La répression serait l'occasion de la démonstration d'une nouvelle solidarité ? Le mouvement local des gilets jaunes saura-t-il trouver un second souffle ?

Fin du premier Round.

JM





LA REUNION

# Gilets jaunes et cagoules noires

**A La Réunion, le mouvement des gilets jaunes (GJ) a eu un impact beaucoup plus fort que celle de l'Hexagone, sans aucun doute parce que la situation y est encore plus dégradée. Ainsi, après les Antilles, la Guyane et Mayotte, l'île a connu des troubles sociaux de grande ampleur et s'est trouvée paralysée : routes, ports et aéroports bloqués, pénurie de carburants, magasins pillés, écoles et administrations fermées.**



La Réunion rencontre sa plus grande crise depuis les événements du Chaudron de 1973 et de 1991. L'action des GJ s'accompagne, le plus souvent malgré eux, des désordres desdites « cagoules noires » qui, la nuit tombée, se prêtent à une véritable guérilla urbaine contre les forces de l'ordre et à des pillages de magasins. Un sentiment d'abandon et de colère touche la population réunionnaise.

Une liste de revendications circule sur les réseaux sociaux. Elle va bien au-delà du problème des prix des carburants. On y insiste notamment sur le thème de l'équité des revenus et des prix : « *Soit les salaires, minima sociaux, SMIC sont alignés avec la fonction publique (indexation).* » « *Soit les prix des produits sont alignés avec les prix pratiqués avec la métropole (le différentiel étant pris en charge par l'Etat, ou alors il y a un réel encadrement des prix pratiqués à La Réunion).* »

Près de 500 revendications sont recensées avant la venue d'Annick Girardin, ministre des Outre-Mer. Elle demande au préfet de déjà baisser le prix des carburants, en attendant d'autres mesures qu'elle annoncera pour l'emploi.

## Gilets jaunes et cagoules noires

Longtemps présentée par les politiques de tous bords comme un éden, un exemple du vivre-ensemble d'une « communauté de citoyens », on « découvre » aujourd'hui que La Réunion connaît le racisme, la domination masculine, la délinquance juvénile, l'homophobie et les violences conjugales. La lassitude de la population s'accompagne

depuis peu d'une forme de populisme, de culturalisme, d'ethnisation des violences urbaines, d'un sentiment de domination métropolitaine, qui est soutenue par certains médias et discrètement par certains politiques réunionnais, et qui oppose les Réunionnais aux *zoreilles*, c'est-à-dire les métropolitains, ou aux étrangers (Comoriens, Malgaches), et les Noirs aux Blancs. C'est ainsi que ceux que l'on désigne comme des « cagoules noires » ne le sont pas seulement par référence aux « black blocks », mais aussi par l'identification de ces jeunes Réunionnais à la population des « kafs », pour dire vite, aux Noirs de l'île.

## Il y a deux temps dans ce mouvement.

Dans la journée, il y a les barrages, organisés par une population très hétéroclite – des travailleurs, des mamans, des familles, des jeunes, des vieux. Tous ensemble pour exprimer leur détestation du système actuel avec les gilets jaunes *péi*. Le soir, il y a les jeunes avec « les cagoules noires » qui, pour la plupart, s'emploient à casser les symboles de l'ultraconsommation : fast-foods, concessionnaires autos, vendeurs de téléphonie mobile ou supermarchés. D'un point à un autre, l'ambiance n'est pas la même. La tension est plus vive dans les quartiers populaires ; les jeunes s'y expriment et c'est plus tendu. Sur les barrages des grands axes, c'est plus calme, mais certains barrages font l'objet d'affrontements violents entre les CRS et les GJ. Il reste les points stratégiques, comme Le Port Est, où les marchandises arrivent par bateau, ou même l'aéroport de Gillot. S'y concentre une forte présence policière, plus importante qu'ailleurs. Un couvre-feu a même été instauré et les établissements scolaires fermés.

## Les annonces de Girardin le 28 novembre

Au douzième jour de la crise sociale qui secoue le département, Annick Girardin rappelle d'abord les mesures concrètes de lutte contre la pauvreté prises par le gouvernement, et qui doivent entrer en vigueur partout en France au 1er janvier 2019.

Elle définit trois priorités pour le territoire et ajoute qu'il s'agit « d'un projet social qui doit être celui de l'Etat mais surtout celui de tous les Réunionnais ». Ces trois priorités sont :

- l'enfance et le soutien aux familles. La CAF va créer 1 500 places de crèches à La Réunion ; 15 nouveaux centres sociaux de proximité verront le jour sur le territoire avec une garderie d'enfants et une crèche ; les produits alimentaires pour les tout-petits baisseront ; des petits déjeuners seront offerts dès 2019 dans les écoles.

- les jeunes. « *Nous allons multiplier les offres d'accompagnement avec une obligation d'offre de formation* », déclare la ministre, reprenant ainsi l'annonce faite par la ministre du Travail lors de sa visite dans l'île le 16 novembre. Les acteurs publics seront donc obligés de proposer une offre de formation à tous les moins de 18 ans. Il y aura des moyens supplémentaires pour les missions locales « *pour aller chercher les jeunes dans les quartiers et les accompagner vers l'emploi* ». Enfin une nouvelle école de la seconde chance sera créée dans le Nord.

- l'accompagnement vers l'emploi. Le plan d'investissement dans les compétences sera doté de 253 millions d'euros pour développer l'offre de formation avec la région. Pour les allocataires du RSA, le gouvernement veut « *sortir des parcours cloisonnés entre accompagnement social et professionnel* ». « *Nous allons déployer un accompagnement global entre Pôle emploi et le département dès 2019, et renforcer le contrôle des engagements réciproques.* »

Elle annonce soutenir le tissu associatif local à hauteur de 1 million et demi d'euros pour accompagner les personnes en difficulté. Enfin elle promet des moyens supplémentaires aux collectivités, et en premier lieu au département, « assortis d'exigence, de suivi et de résultats pour favoriser l'accès aux droits, le soutien aux jeunes et les politiques d'insertion ». Annick Girardin affirme que les moyens financiers seront plus que doublés pour 2019. « *Plus de 30 millions seront investis aux côtés des collectivités pour soutenir les associations et accompagner les familles.* »

## dossier luttes sociales en pays outre marin

S'y ajouteront des mesures d'ordre économique : zéro charges autour du smic pour l'industrie, l'agriculture, le tourisme, le bâtiment et l'environnement. Diminution des impôts sur les sociétés, ce qui correspond à peu près à une zone franche pour ces secteurs (40 millions d'euros de charges en moins). Maintien des emplois aidés existants, plus 500 emplois « parcours compétence » pour le privé, et 500 pour les associations. « Avec le reliquat qui existe déjà de 900 contrats qui sont en attente de signature, c'est 1 900 contrats qui pourront être pourvus d'ici un mois, si l'activité reprend au plus vite. » 500 millions d'euros devraient être octroyés à La Réunion entre 2019 et 2022 pour relancer l'activité et créer des emplois. Et enfin la ministre annonce une grande conférence sur le logement social outre-mer.

### **Hormis à La Réunion, une faible mobilisation dans les Outre-Mer**

Sur l'île voisine de Mayotte, les gilets jaunes sont peu ou pas visibles. Et pour cause : « Les gens ne sont pas dans la rue car il y a de la fatigue, de la lassitude par rapport à plusieurs mois de mobilisation sans réponse. ». « Les DOM sont moins mobilisés car nos voix comptent

moins, explique une des figures du mouvement social de 2017 en Guyane. L'objectif de notre mobilisation, c'était de nous faire entendre du gouvernement. Or rien n'a changé. On a l'impression de ne pas être considérés comme des citoyens de l'Hexagone. Certains gilets jaunes réclament la hausse du smic. Imaginez comment une personne vit avec un smic, avec des prix plus élevés ici en Guyane. »

Ces derniers jours, les GJ montrent des signes de mobilisation en Martinique : des radars sont vandalisés, un centre commercial envahi, une liste de revendications circule sur l'île. Mais, là aussi, on est loin de la grogne exprimée à La Réunion, car le souvenir de la grève de février 2009 reste vivace. « Ce mouvement a considérablement traumatisé les Martiniquais. Ils ne sont pas prêts à se mobiliser par rapport aux miettes rapportées par la crise en Martinique et en Guadeloupe. La leçon tirée est que ça ne vaut pas le coup. »

« Aux Antilles, nous sommes dans une zone caribéenne, rappelle André Lucrèce, sociologue martiniquais. Nous n'avons pas le même rapport à la France. A La Réunion, l'état d'esprit, l'idéologie populaire est plus assimilationniste, alors que nous nous considérons d'abord comme

caribéens. Martiniquais d'abord, Français ensuite. » « La Réunion est plus intégrée aux problématiques françaises que la Martinique et la Guadeloupe, renchérit un membre de la commission exécutive du syndicat, la CDMT. Le sentiment martiniquais et guadeloupéen est fort ici. (...) La défiance à l'égard des syndicats est moins forte ici. Les gens savent qu'ils peuvent mobiliser, bloquer s'il le faut. Malheureusement, les réflexes de concurrence et d'actions solitaires sont trop forts. Les gens se battent mais il n'y a pas de mouvement d'ensemble », regrette-t-il en faisant référence aux mobilisations locales dans les hôpitaux et pour le maintien de contrats aidés.

A La Réunion, après l'évacuation par la police du dernier barrage devant le port, les dockers ont voulu exercer le droit de retrait qu'ils ont quand les conditions de sécurité ne sont pas réunies. Finalement, leur syndicat a décidé la reprise du travail et la visite de la ministre des Outre-Mer a semble-t-il calmé les Réunionnais-e-s.

Mais la loi sur l'égalité réelle en outre-mer, votée le 28 février 2017 à l'unanimité par la représentation nationale, n'est toujours pas appliquée. Quant au Livre bleu des Outre-Mer de juin 2018, synthèse des travaux des Assises des Outre-Mer, qui déclare dès son préambule que « Les Français des Outre-Mer réclament des décisions concrètes, des projets visibles. Ils sont lucides et pragmatiques », il semble bien éloigné d'une *realpolitik* qui offre un véritable horizon de responsabilité pour les Ultramarins en général et pour les Réunionnais en particulier. A quand une nouvelle crise ?

Camille, mi-décembre 2018



La population de La Réunion (842 767 habitants au 1er janvier 2017) est composée de populations venues de Madagascar, de l'est de l'Afrique continentale (les *cafres* ou *kafs*), de l'ouest et du sud-est de l'Inde, le Gujarat (les *zarabes*) et le Tamil Nadu (les *malbars*), ainsi que du sud de la Chine, notamment de Canton (les *Chinois*) et d'Europe (les *yabs* ou *zoreilles*).

Cette population est plus jeune qu'en France métropolitaine, un tiers des Réunionnais ayant moins de 20 ans contre un quart des métropolitains. Le taux de pauvreté atteint 40 %.

La tertiarisation de l'économie réunionnaise se poursuit, et l'ensemble des services (marchands, non marchands et commerce) représente 87 % de la valeur ajoutée (VA) de La Réunion. Ce secteur se distingue particulièrement par l'hypertrophie des services administrés (administration publique et éducation, santé et action

sociale). Les services non marchands contribuent ainsi pour 35,9 % à la richesse de l'île, contre 22,8 % en France métropolitaine. Autre particularité de son économie, le poids de l'industrie (y compris l'énergie) est deux fois moins élevé que celui observé en métropole (6,6 % de la VA totale à La Réunion, contre 14,0 %). A l'inverse, le poids de l'agriculture et de la construction sont respectivement proches des niveaux métropolitains.

La population active est estimée à 343 000 personnes, dont 76 000 chômeurs au sens du BIT (23 %). Le taux de chômage est à présent au même niveau pour les femmes que pour les hommes. C'est pour les jeunes hommes âgés de 15 à 29 ans que la situation se dégrade le plus : leur taux de chômage augmente de 4 points. 43 % des jeunes Réunionnais sont en emploi ou au chômage aujourd'hui, contre 50 % en 2010. Le travail à temps partiel concernait 23 % des salarié-e-s à La Réunion en 2017.

### Mouvement lycéen : un silence assourdissant

En même temps que la mobilisation des gilets jaunes, nous venons de connaître le mouvement lycéen le plus massif depuis plusieurs décennies. Ce mouvement a concerné toute la France, les zones rurales, mais aussi toutes les banlieues populaires de la région parisienne et même les centre-villes. Fait nouveau, il a mobilisé à la fois les lycées généraux, les lycées professionnels et les lycées technologiques, en tous les cas en région parisienne. Par contre, ce qui les différencie des gilets jaunes, c'est qu'aucun média ne s'y est intéressé, pas plus que les syndicats hors éducation nationale et même pas tellement l'extrême gauche (évidemment pas l'extrême droite). Le silence qui a entouré ce vaste mouvement est impressionnant. Et du coup, je ne suis pas en mesure de vous donner le moindre chiffre, je sais seulement que où que je me sois renseignée, j'ai à chaque fois eu écho de mouvements importants. Mais comme il n'y a rien en pour centraliser les nouvelles, elles sont forcément éparpillées. Les médias ont un peu parlé des lycées des centre-villes, mais les quartiers populaires, c'est terra incognita pour eux, ils ont fidèlement répété les déclarations gouvernementales.

Ce mouvement ne part pas de rien, et pas seulement d'une sympathie évidente pour les gilets jaunes et d'un sens politique certain qui consiste à s'engouffrer dans la brèche qu'ils ont ouverte. Dans le 93 en tous les cas il y a depuis plusieurs années des luttes contre les conditions matérielles qui se dégradent constamment, luttes d'enseignant-e-s mais aussi blocus d'élèves. Il fait suite aussi aux protestations contre Parcoursup. Il s'inscrit dans le contexte de la réforme des lycées et du bac qui va bouleverser en profondeur l'éducation nationale. Il y a eu plusieurs articles sur le sujet dans Courant Alternatif. Il y a tout d'abord une réforme des lycées professionnels contre laquelle il y a eu une tentative de mobilisation enseignante à la rentrée, tentative à laquelle se sont parfois joint-e-s les lycéen-ne-s. Cette réforme vise notamment à limiter les enseignements généraux au strict nécessaire pour l'apprentissage professionnel. Ceci montre bien les nouveaux projets du gouvernement en matière éducative et leur barre de fait les possibilités de poursuite d'études. Il y a ensuite pour les lycées généraux et technologiques la réforme du bac qui le transforme en diplôme local. Les élèves des quartiers populaires savent bien ce que ça signifie pour eux : la valeur du bac sera strictement liée à la valeur sociale de la zone d'habitation, avec Parcoursup qui a instauré la sélection à l'entrée à l'université. Elèves, parents et profs commencent à réaliser l'ampleur de la réforme applicable dès la rentrée prochaine, qui oblige à choisir ses études dès la fin de la 2<sup>e</sup> avec ce slogan cher à Blanquer de « bac - 3 à bac + 3 », des spécialités exigibles par les facs qui ne seront pas disponibles partout et sans dérogation pour quitter son secteur à part pour le privé, la fin des classes (pas sociales !) et les regroupements d'élèves éventuellement en amphithéâtre... Pour ceux et celles qui sont en zone rurale ou dans de petits lycées, peu de

spécialités offertes, et toujours le même choix : pas les études souhaitées ou le privé. Les lycéen-ne-s ont peu d'expressions écrites, mais quand il y en a elles désignent Parcoursup, les réformes et l'absence de droits démocratiques dans les établissements scolaires.

La répression a été tout de suite extrêmement violente. Les lecteurs ont certainement vu les images des lycéens de Mantes, entendu parler des agressions à Simone de Beauvoir dans le 95, etc. Il faut savoir que ces violences policières ont été générales, et dans un grand silence. La tactique du pouvoir a été « circulez, il n'y a rien à voir ». Au moins dans le 93 mais aussi dans d'autres départements, les consignes du rectorat et de la préfecture ont été très fermes, il faut garder les établissements ouverts coûte que coûte, histoire d'annoncer des chiffres de blocages très faibles. Le silence des médias va bien au-delà de faciliter une répression très violente. Ce qui s'est passé est à proprement parler hallucinant. Il faut bien comprendre les conséquences de cette consigne. Ça signifiait que là où il y avait des épisodes violents (feux de poubelles ou au-delà, caillassages...), non seulement les établissements restaient ouverts mais les parents recevaient des SMS comme quoi ils devaient envoyer leurs enfants à l'école. Il y avait donc une masse mouvante de jeunes, participant ou non au mouvement, plus ou moins fasciné-e-s par le spectacle, et ayant peur d'être comptabilisé-e-s absent-e-s, donc n'osant pas partir, à la merci des interventions policières. Sur les 151 lycéens agenouillés de Mantes, probablement que plus de 140 étaient dans cette situation, les « casseurs », eux, courent généralement plus vite. On sait que lorsque les profs sortent discuter avec les élèves, sont présent-e-s devant le lycée, ça fait généralement baisser la tension, de la part des élèves comme de la police. Ce n'est certes pas une tradition enseignante partout, loin de là, que d'afficher une solidarité avec les élèves, ou au moins une présence neutre. Mais cette fois-ci, dans plusieurs établissements, les enseignant-e-s étaient sommé-e-s de monter attendre leurs élèves dans des classes vides sous peine d'être comptabilisé-e-s comme grévistes. Lorsque les blocages n'étaient que filtrants, les absences étaient comptabilisées, moyen le plus sûr pour qu'ils deviennent totaux et plus violents. Lycéen-ne-s gazé-e-s, lycéen-ne-s blessé-e-s, lycéen-ne-s mis-e-s en examen, lycéen-ne-s sanctionné-e-s scolairement, c'est une forme de terreur qui a été utilisée non seulement contre ceux et celles qui participaient au mouvement, mais d'une certaine façon sur l'ensemble des jeunes. On ne sait s'il s'agit d'intimider l'ensemble d'une population, ou tout simplement que le pouvoir est prêt à la sacrifier pour sa politique du chiffre et des annonces officielles. Dans beaucoup de lycées les parents ont essayé d'assurer une présence en même temps que les enseignant-e-s et certaines fédérations ont protesté contre la répression, ce qui est loin d'être une habitude.

Il faut aussi comprendre la situation particulière des zones dites sensibles. Il est difficile pour les lycéen-ne-s de s'organiser : ils et elles sont obligé-e-s de rester à l'extérieur du lycée, n'ont pas le droit de se réunir, les grilles sont fermées ; mais en plus, la tension peut

Merde, ça risque de durer, ils forment des apprentis....



monter très rapidement et dérapier sans que ce ne soit de leur fait. On a l'exemple d'un lycée où ce sont les dealers de la cité d'à côté qui sont venus briser violemment le blocus car ça risquait de déranger leur trafic. A partir du moment où il y a une escalade de la violence, que ce soit du fait de lycéen-ne-s en colère devant le mur de mépris et de silence que leur opposent leur autorité, ou de voisins qui profitent de l'occasion, les logiques peuvent facilement basculer, les logiques de quartiers (dont viennent la majorité des lycéen-ne-s) prenant petit à petit le dessus sur les logiques scolaires. Evidemment, dans cette logique, tout cela est filmé et diffusé sur les réseaux sociaux. Ce qui à mon avis, nous présage des retombées répressives très importantes dans les semaines qui vont venir. Répression judiciaire, et répression scolaire avec une multiplication des conseils de discipline. Et le silence total des médias de ce point de vue peut laisser craindre le pire.

Tout ceci va-t-il retomber pendant les vacances ou reprendre de plus belle à la rentrée ? Difficile à prévoir, et vous ne le saurez pas au moment où vous lirez cet article, puisque les médias n'en parlent pas. Parallèlement à tout ça, il y a des profs qui ont participé aux gilets jaunes, syndiqué-e-s ou non. Leur pouvoir d'achat a baissé, ils et elles sont de moins en moins valorisé-e-s, ils et elles sont humilié-e-s dans les médias et maltraité-e-s par leur administration, ils et elles peuvent donc parfaitement se reconnaître dans le mouvement des gilets jaunes. D'autres et parfois les mêmes ont vu dans ce qui se passait, et chez les gilets jaunes et chez les jeunes, une occasion unique de pouvoir peut-être gagner contre les réformes en cours. Cette situation a permis qu'une partie grandissante des enseignant-e-s comprennent progressivement ce qui les attendait avec la réforme. Et en janvier février vont tomber les premières suppressions de postes qui lui sont liées. Le pouvoir en tous les cas se prépare. Il est possible que là où les profs résistent, ils et elles aient perdu des jours de paye dans ce mouvement, le nombre d'heures supplémentaires qui peuvent être imposées a augmenté, tout le monde sait que les salaires des fonctionnaires vont être gelés, le gouvernement a dans les tiroirs une réforme du statut. Il doit passer très prochainement une loi sur « l'école de la confiance » qui prévoit la possibilité de révoquer les enseignant-e-s qui critiquent l'institution. Et de multiples incidents, de profs convoqué-e-s en gendarmes-provisaires, laissent présager une reprise en main violente.

Sylvie



## chroniques du contrôle et de la répression

# Big

### **Ecole caserne : Des chefs de l'Académie de Versailles en stage commando**

Mardi 6 novembre, une quarantaine de chefs d'établissements et d'inspecteurs du 1er degré ont participé, au camp militaire de Beynes dans les Yvelines, à un stage sur la gestion de crise. Ayant pour objectif de préparer les personnels de direction aux attentats, aux tueries de masses et même à l'intrusion de parents violents, cette formation organisée par la gendarmerie nous a mis face à des images de chefs d'établissement se roulant dans la boue en treillis et se préparant à des exercices guerriers.

Cet événement s'inscrit dans un contexte extrêmement inquiétant qui laisse entrevoir de graves dérives dans la gestion des établissements et de la violence à l'école.

Ce stage médiatisé prend un sens tout particulier dans la séquence politique que nous vivons actuellement. Alors qu'avec le hastag

#pasdevague, de nombreux-ses enseignant-e-s évoquaient il y a peu leur sentiment d'abandon par la hiérarchie face à la violence provoquée par la désagrégation du service publique d'éducation, de nombreux éléments prouvaient la récupération réactionnaire du malaise des personnels. Hasard du calendrier ou dynamique de fond, nous assistons à une multiplication de signes tout à fait inquiétants : présence policière dans les établissements, gendarme nommé comme adjoint au Lycée Utrillo de Stains (93), uniforme scolaire à Provins, rétablissement du service militaire via le Service National Universel sans oublier la répression quasiment sans précédent du mouvement lycéen de décembre 2018...

Le traitement des attentats de 2015 avaient déjà suscité des discours offensifs contre les élèves dans les quartiers populaires. Mais depuis plusieurs mois, la machine est remise en route et l'on assiste à un matraquage assurant la promotion de thématiques autrefois réservées à l'extrême droite. On entend parler de territoires

perdus, de reconquête républicaine, il faut chanter la Marseillaise dans les écoles... Ce climat nauséabond laisse entrevoir quelle sorte d'école l'État entend développer : une école anti-pauvres, civilisatrice et accusatrice à l'égard des immigré-e-s et de leurs descendant-e-s.

D'ailleurs, ce stage illustre parfaitement cette stratégie de militarisation de la gestion des inégalités sociales en mettant sur le même plan la gestion de potentielles attaques terroristes et celle de d'élèves ou de parents violents. Le Parisien relève la parole d'un Principal sur son site : « *On est de plus en plus amené à gérer des crises : un élève qui craque, des parents intrusifs. Même en exercice, avec Vigipirate et le Plan particulier de mise en sûreté face aux risques majeurs, les angoisses remontent et des gens craquent. Cette formation va nous aider à trouver les réactions les plus adaptées.* » Aucun doute qu'une journée en treillis à poser avec un regard noir et faire un footing leur permettra de mieux gérer les crises.

Source : Sud Education 95

### **Connaitre le Droit est indispensable**

Le 22 novembre 2015, quelques jours après les attentats qui avaient fait 130 morts à Paris et Saint-Denis, plusieurs centaines de personnes avaient défilé à Paris en soutien aux réfugiés et pour dénoncer l'état d'urgence, malgré l'interdiction de manifester décidée par la Préfecture de police de Paris. Un de ces manifestants a été relaxé le 20 novembre et bénéficiera d'une indemnité de 1 000 euros. En effet le tribunal a suivi son avocat, Me Arié Alimi, qui demandait que cet arrêté préfectoral soit jugé illégal. Car pour interdire les manifestations sur la voie publique, l'arrêté se basait sur la loi de 1955 sur l'état d'urgence, qui ne permettait alors d'interdire que les "réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre" et non les

manifestations.

Selon Me Alimi, le gouvernement était "fréquemment dans l'illégalité". Beaucoup de gens ont été condamnés pour ces interdictions de manifester", "C'est très symbolique par rapport à ce qu'on nous a vendu sur l'état d'urgence" et "nous nous rendons compte que le gouvernement et le préfet étaient fréquemment dans l'illégalité dans leurs prises de décisions". Selon lui, ces autorités "savaient qu'elles étaient dans l'illégalité" en interdisant les manifestations.

Rappelons que la loi de 1955 a été modifiée, en juillet 2016, pour permettre l'interdiction de manifestations en cas d'état d'urgence. Ce régime d'exception été remplacé le 1er novembre 2017 par la loi antiterroriste.

Source : Europe1.fr

### **Militarisation de l'école (suite)**

Par un arrêté du 21 novembre 2018, Blanquer (ministre de l'éducation nationale), nomme une colonnelle cheffe de service de l'instruction publique et de l'action pédagogique à la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO).

C'est donc une militaire qui sera chargée de définir et mettre en œuvre la politique pédagogique du ministère. Le message est clair : après la nomination d'un gendarme comme proviseur adjoint d'un lycée, des stages à l'armée pour les chef-fe-s d'établissement et pour les élèves. Le ministre vise, pour plaire aux franges les plus réactionnaires de la société, à militariser l'école.

Source : Sud-Education

### **Souriez, Facebook regarde votre famille**

En mai, Facebook a déposé un brevet (publié seulement récemment) d'une technologie qui lui permettrait d'analyser des photos de famille pour établir le profil complet d'un foyer. Cette intelligence artificielle (IA) aurait aussi pour but, bien sûr, de pouvoir vendre des publicités toujours plus personnalisées.

Facebook peut déjà prédire que tel utilisateur a un lien de parenté avec tel autre en analysant les noms de famille, adresses IP,

événements auxquels les mêmes personnes participent, etc. Mais le réseau social veut désormais aller beaucoup plus loin. Le brevet déposé détaille un algorithme qui permettrait de déterminer la situation familiale d'un ou une internaute en se basant sur son seul profil, via l'analyse de ses photos et de leurs descriptions, de scan de visages, et potentiellement d'autres facteurs.

L'objectif est de pouvoir dresser le profil complet d'une famille: nombre de membres, âges, genres, statuts socioéconomiques... le réseau social veut en savoir le plus possible. Une manière aussi d'obtenir des informations

sur des gens qui ne sont pas inscrits sur le réseau social.

L'intérêt pour Facebook est évident. En dressant un profil familial, le réseau social pourra servir d'intermédiaire pour renseigner des annonceurs sur des cibles potentielles. Ces derniers pourront par exemple envoyer des pubs pour des jouets destinés aux petites filles au compte d'un père, au moment de Noël. Nul besoin que sa fille dispose elle-même d'un compte Facebook.

Source : Slate.fr

# Brother



## **Censure anti-terroriste : Vers la fin du Web décentralisé**

Le 12 septembre 2018, sous l'influence de la France et de l'Allemagne, la Commission européenne a proposé un règlement « relatif à la prévention de la diffusion en ligne de contenus à caractère terroriste ». Il impose à tout hébergeur Web (pas seulement les grandes plate formes) de :

1. Bloquer en une heure les contenus qualifiés de « terroristes » par une autorité nationale (pas forcément un juge) qui le lui demande.
2. Évaluer de façon « expéditive » si un contenu « éventuellement terroriste » signalé par l'autorité nationale viole ses propres conditions d'utilisation.
3. Nommer un « point de contact » disponible 24h/24 et 7j/7 pour recevoir ces demandes.
4. Empêcher pro-activement la diffusion de contenus terroristes, notamment par un filtrage automatisé ; si l'hébergeur n'est pas assez efficace, l'autorité nationale peut lui imposer des mesures spécifiques, notamment de surveiller tous les contenus afin de rechercher activement ceux qui relèvent du terrorisme.

Chaque État membre fixe les amendes associées à ces obligations. En cas de réponses « systématiquement » insatisfaisantes aux demandes, l'amende va jusqu'à 4% du chiffre d'affaires.

D'un point de vue technique, économique et humain, des obligations aussi strictes ne peuvent être respectées que par une poignée d'hébergeurs - les géants du Web, principalement.

La Quadrature du Net se prépare à agir contre ce futur règlement européen qui imposera à l'ensemble des hébergeurs Web des obligations de censure irréalistes, soi-disant pour lutter contre le terrorisme. La majorité des hébergeurs actuels ne pourront pas respecter ces

obligations et devront probablement cesser leur activité. Seuls les géants du Web survivront.

Les délais pour agir sont extrêmement brefs : les gouvernements européens veulent faire adopter ce texte le plus rapidement possible pour s'inscrire dans la fenêtre des élections européennes. À peine quelques mois, donc.

Source : [laquadraturedunet.net](http://laquadraturedunet.net)

## **Surveiller les réseaux sociaux pour repérer les fraudeurs**

Et si le fisc traquait les fraudeurs sur les réseaux sociaux ? C'est dans cette direction que Bercy se dirige, dans le cadre d'une expérimentation qui débutera l'an prochain.

Le train de vie que vous affichez sur les réseaux sociaux ne correspond pas à votre situation fiscale ? Ce décalage sera bientôt un objet d'étude de la part du fisc, dans le cadre d'une expérimentation qui débutera prochainement. C'est ce qu'a fait savoir le 11 novembre Gérald Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes publics, lors de l'émission Capital diffusée sur M6.

Concrètement, il s'agit de s'assurer s'il n'y a pas d'incohérence entre le faste de tel ou tel contribuable et ce qu'il déclare à Bercy. Dans le cas contraire, une enquête plus poussée de la part des services des impôts pourrait survenir, pour s'assurer qu'il n'y a pas d'évasion fiscale en jeu. Gare donc aux photos qui sont publiées sur Facebook et compagnie, celles-ci pouvant désormais être utilisées contre vous.

Les réseaux sociaux étant de vastes silos à données personnelles, il n'est pas tout à fait surprenant de voir les pouvoirs publics orienter leurs efforts en direction de ces espaces numériques pour essayer de repérer les resquilleurs. Gérald Darmanin a expliqué qu'il s'agit d'une « expérimentation ». Cela dit, si on sait où commencent les expérimentations, on ne sait pas vers quoi elles peuvent déboucher.

D'ailleurs le ministre a lâché une petite phrase lourde de sens qui esquisse l'ampleur potentielle à venir de ce programme de traque aux fraudeurs : « *Nous allons pouvoir mettre les réseaux sociaux dans une grande base de données* ». Une sortie qui laisse entendre que ces traitements mobiliseront les techniques du Big Data pour croiser toutes sortes de données et relever les contradictions de certaines situations.

Les réflexions sur l'utilisation des réseaux sociaux pour combattre les comportements illicites ne sont pas neuves. En 2013 et 2014, des questionnements de ce genre avaient émergé pour la Sécurité sociale (contre les « faux arrêts maladie ») et le fisc (contre les déclarations erronées)

Source : [numerama.com](http://numerama.com)

## **Une première victoire pour deux fichés qui ne veulent plus l'être**

Le 9 novembre, le ministère de l'intérieur a été condamné par un tribunal administratif pour atteinte à la vie privée d'une personne convaincue de faire l'objet d'une « fiche S » et contestant celle-ci. Cette décision est une première victoire dans une procédure d'une longueur et d'une complexité problématiques.

Après une année de bataille juridique, A et B viennent finalement d'obtenir une première victoire face à l'État français, auquel ils demandent de leur indiquer si leurs noms ont été ajoutés, comme ils le soupçonnent fortement, à l'un des fichiers des services de renseignement, et si oui, de l'en rayer pour pouvoir reprendre une vie normale.

Le 9 novembre, le tribunal administratif de Paris a annulé une décision du ministère de l'intérieur refusant de leur communiquer « les informations le concernant et figurant au fichier des personnes recherchées », et a donné deux mois à la place Beauvau pour les lui transmettre « à compter de la notification du présent jugement ». Le ministère de l'intérieur a en outre été condamné à verser à chacun d'eux 1 500 euros au titre des frais de justice.

La bataille d'A et B est pourtant loin d'être terminée. « *Ce n'est qu'une première étape, insiste Me Vincent Brengarth, qui, avec Me William Bourdon, les représente.*

*Nous avons franchi un pas important, mais nous ne sommes pas du tout arrivés au bout.* »

En effet, le ministère de l'intérieur tout d'abord a la possibilité de contester en appel le jugement. Il faudra ensuite réussir à imposer son exécution à ses services. Et même si A et B obtiennent communication des informations les concernant, le jugement du tribunal administratif précise que le ministère de l'intérieur pourra ne pas transmettre « celles intéressant la sûreté de l'État ». « *Nous allons aller le plus loin possible, mais ils pourront toujours se retrancher derrière cette sûreté de l'État* », regrette Me Brengarth.

Ils sont persuadés d'être fichés S depuis une quinzaine d'années où ils étaient militants pro-palestiniens et contre la guerre en Irak. Depuis, ils ont arrêté toute activité militante. Mais, depuis les attentats de 2015, leur situation est devenue intenable. À chaque fois que leur identité est vérifiée par la police ou une administration, les deux hommes font l'objet d'une attention toute particulière. « *Quand je prends l'avion, à chaque fois que je présente mon passeport à la douane, je vois le visage de l'agent se figer quand il interroge son ordinateur. Et ensuite, on me fait mettre sur le côté pour être fouillé* », racontait A à Médiapart en novembre 2017. A suivre !

Source : [Médiapart](http://mediapart)

# Big Brother

# VERTEMENT ÉCOLO

**« Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés. »**

Les « Brigades vertes » sont des associations d'insertion présentes un peu partout en Rhône-Alpes créées au début au début des années quatre-vingt-dix dans le Rhône afin de répondre au chômage de longue durée, grâce à un accompagnement social et professionnalisant.

Elles accueillent des allocataires du RSA et des chômeurs longue durée en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour 2 ans maximum. Ils sont encadrés et formés par des salariés techniques. La structure a de nombreux partenaires et financeurs : services de l'État, collectivités locales et territoriales, associations...

Les brigades interviennent prioritairement dans le secteur de l'environnement au sens large : gestion d'espaces verts et naturels, mise en place de sentiers de randonnées, conception et gestion de jardins bios et locaux, installation de composteurs, boutiques solidaires...

Il s'agit de secteurs gourmands en main-d'œuvre souvent peu qualifiée.

Ses clients sont des collectivités, mais aussi des entreprises et des particuliers.

C'est un modèle économique et social financé par des collectivités au nom du retour à l'emploi et bénéficiant à ces collectivités par le biais de prestations environnementales peu chères.

Mais le modèle patine depuis quelques années avec la réduction régulière des financements et des budgets des collectivités consacrés à l'environnement.

Résultat des courses : en 2018 dans le Rhône, les brigades vertes sont dans le rouge et en cessation d'activité.

Le secteur économique auquel sont rattachées les brigades est celui de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) qui en 2015, pesait 10 % du PIB et 12,7 % des emplois avec 2,4 millions de salariés.

Autant dire qu'il excite depuis longtemps de solides appétits financiers.

Donc, comme dans la fable de La Fontaine, arrive le mal qui répand la terreur, la Borrelose. Le virus s'appelle Jean-Marc Borello. Le vecteur de la maladie est son « Groupe SOS ».

Borello se présente toujours comme le guérisseur des associations qu'il dévore.

Examinons la médication prévue pour Dardilly, siège des brigades vertes.

Pour sauver le malade, Borello a envoyé sur place son DG chargé de la Transition écologique (si, si) Éric Balmier : « Nous devons passer d'un modèle dépendant à 100 % de subventions publiques (État, Métropole et Département), comme il existait en 2015, à un modèle conforme à la catégorie des ateliers et chantiers d'insertion. Ceux-ci nécessitent un modèle hybride de financements publics et privés en réalisant un chiffre d'affaires à hauteur de 30 à 50 % de son budget, explique-t-il. Ce modèle n'est pas atteint aujourd'hui.<sup>(1)</sup>... ». Les salariés craignent : « que l'insertion devienne un « business »... les logiques de réussite économique s'intègrent mal aux réalités sociales... En 2019, je crains qu'on nous oblige à écrier de potentiels candidats pour avoir de meilleurs résultats.<sup>(2)</sup> »

La potion des Diafoirus de l'ESS business s'accompagne de la purge classique que tout repreneur (social ou non) impose : sur 71 salariés, 21 devront partir. « Nous ne serons plus que 50 pour faire, au minimum, le même travail... »

Borello, ancien éducateur auprès de toxicomanes, ancien directeur du Palace (ce qui lui a valu 6 mois avec sursis pour un trafic d'ecstasy dans la boîte), ancien socialo, rallié de la première heure à Macron s'est rendu compte qu'on pouvait faire beaucoup d'argent sur la misère des autres, le fric des fondations et l'argent public du social grâce à « ...des sociétés

d'insertion autofinancées et des associations qui vivent grâce à 80% de contrats publics regroupés en une unique structure... Un Groupement d'intérêt économique (GIE) centralise la recherche de fonds pour l'ensemble des associations, la communication et la comptabilité.<sup>(3)</sup> »

Le groupe gère donc des maisons de retraite, des cliniques, des hôpitaux, des cafés « solidaires », des foyers d'accueil pour SDF...

Borello et son groupe pèsent près de 1 milliard d'€ de CA. Ses 480 entreprises emploient 17 000 salariés un peu partout dans le monde et il est là pour faire cracher de la plus-value aux salariés sous prétexte de social et de solidarité.

Pour l'un des délégués syndicaux de la branche santé du groupe, « derrière la vitrine ESS, les méthodes de Borello sont celles des groupes lucratifs du secteur médico-social. Pire, c'est une pieuvre qui a des bras politiques et financiers partout. »

Ainsi, grâce à la Macronie, « Le Groupe SOS va... reprendre en main, à travers l'association Artemis, le programme de déradicalisation du ministère, le projet Rive (Recherche et intervention sur les violences extrémistes) » afin de faire « de la pédagogie sous contrainte.<sup>(4)</sup> » Ceci complètera l'assistance éducative en milieu ouvert, les centres éducatifs renforcés ou fermés déjà gérés.

Bon courage aux salariés et syndicalistes des brigades vertes, maintenant aux mains d'un patron entouré de jeunes gestionnaires aux dents longues issus d'HEC et de Science-Po qui développent un modèle « agile » et profitable, dans des secteurs (social, médical et environnemental) en voie de marchandisation généralisée.

## Tu me tuais, bang, bang...

Afin d'entrer paisiblement dans l'année nouvelle, parlons échinococcose, Borreliose (ne pas confondre avec la Borrelose), renards et chasseurs.

Le renard a le statut d'espèce nuisible, car ce galeux, ce rouquin fourbe voleur de poules concurrence déloyalement les chasseurs et répand la rage. Ses tares et son statut permettent aux chasseurs de le flinguer tout au long de l'année dans le cadre de battues administratives.

Manque de bol pour les Nemrod, la rage du renard a pratiquement disparu. Heureusement un nouveau prétexte de chasse a remplacé l'ancien : le renard véhicule et répand dans nos campagnes l'échinococcose, un sympathique ver plat

qui attaque et détruit le foie des humains.

Les fédérations, revues et sites de chasse réclament donc à l'unisson l'extermination complète de cette sale bestiole. La Fédé de chasse de Charente-Maritime a proposé une prime « ...allant jusqu'à 500 euros pour tuer des renards ... Face au tollé... la fédération... a annoncé qu'elle retirait la mise en place de la gratification annoncée<sup>(5)</sup> ». Quand on sait qu'au maximum 15 personnes sont infectées annuellement par les renards, on doute légèrement de la pertinence sanitaire du discours des chasseurs.

Par ailleurs, ces mêmes renardophobes se plaignent amèrement du développement de la Borreliose ou maladie de Lyme. Elle les touche un peu plus que les autres, car du fait de leurs activités cygénétiqes, ils sont

plus en contact avec les tiques qui véhiculent la maladie.

Contre la maladie, les chasseurs ont pourtant un allié tout trouvé : manque de bol, c'est le renard. « Si le renard roux (*Vulpes vulpes*) joue un rôle dans la lutte contre la maladie de Lyme, c'est en raison de son appétit. Il raffole en effet des mulots et campagnols. Efficace, chaque renard en dévore 6000 par an ! Or ceux-ci sont les grands vecteurs des tiques infectées par la bactérie *Borreliia*, responsable de l'infection. » Une étude hollandaise a montré que « plus l'effectif des renards et de fouines était important, plus le nombre de tiques infectées était faible !<sup>(6)</sup> »

Le renard est aussi un allié objectif des agriculteurs : « les écologues savent depuis longtemps que son appétit vorace en fait

1. À Dardilly, les finances des brigades vertes dans le rouge. Pierre Lemerle. Le Progrès du 27/11/2018

2. Idem

3. Jean-Marc Borello, traversée en solidaire. Léa Lejeune. Libération du 6/11/2013

4. Reprise du programme de déradicalisation : qui est Jean-Marc Borello, président du Groupe « SOS ? » Gabriel Thierry.

Dallos Actualités du 26/10/2018

5. François de Rugy dément vouloir retirer le renard des nuisibles après sa rencontre avec Rémi Gaillard.

Huffington Post du 26/10/2018

6. Qui veut la peau du renard ? Loïc Chauveau. Sciences et Avenir du 03/12/2017

# VERTEMENT ÉCOLO

aussi le protecteur des récoltes, cibles des mêmes mulots et campagnols ! ».

Déjà prolifiques par nature et sans prédateurs, les mulots se multiplient, dévorent les racines des plantes, creusent trous et tunnels et fragilisent les sols agricoles et ruinent les récoltes.

Heureusement, Wauquiez, le Parkaman du lobby de l'agriculture industrielle veillait, prêt à croquer les rats taupiers dans leurs labyrinthes. En 2016, il a financé des études et projets ultra-techniques pour éradiquer le campagnol : traitement à la glace carbonique,

empoisonnement au ricin ou à la bromadiolone (poison violent qui contamine et empoisonne toute la chaîne alimentaire), géolocalisation des pullulations par satellite ou drones (avec envoi d'un missile nucléaire tactique pour régler la question ?)...

Or, lutter contre les campagnols est relativement simple : « la rotation des cultures, la reconstitution de haies, fossés et talus, l'alternance de fauche et de pâture mais aussi et surtout, par la sauvegarde des prédateurs naturels.(7) »

Problème pour le renard, les

agriculteurs conscients et les habitants de la Région : les chasseurs ne veulent pas du retour du renard (gibier, concurrent et source de profit : 4 € la bête abattue c'est pas rien) et les furieux du business agricole « as usual », ne veulent pas entendre parler de techniques qui mettraient en péril leur modèle économique et leur pouvoir. Comme ces deux groupes font partie du noyau dur du système clientéliste de Wauquiez, Parkaman, n'a rien à leur refuser.

## Des fusils par centaines...

La Région va voter en décembre encore 3,3 M d'€ au lobby de la chasse pour 2019-2021. Entre 2016-2018, 3 millions avaient été donnés aux chasseurs. Le bilan est impossible à connaître et largement bidonné.

Quelques informations partielles permettent de relativiser l'action des « premiers écologistes de France » comme le leur a enjoint le camarade, Willy Schraen, premier stalinien de la Fédération Nationale des Chasseurs.

La Fédé de chasse de Savoie a royalement sensibilisé à l'environnement 175 enfants en 2017-2018, Malgré la gratuité de leurs animations, un marketing agressif et la pompe à phynances de la Région, les chasseurs rament. Sur la même période, la FRAPNA Savoie a sensibilisé 10 112 personnes(8) !

Toujours en Savoie, la protection de l'environnement à la sauce chasseur a consisté à mener des études et des actions uniquement sur ce qui les intéresse, le gibier (lièvre, tétras-Lyre), à développer « l'installation de 416 postes de tir surélevés et de piquets anti-

collision(9) » et à poser des panneaux « en faveur du partage de l'espace ». Le vététiste flingué cet automne en Haute-Savoie lors d'une battue au gros gibier, ne devait pas être un partageur. Et, ces GROCs avaient déjà été « formés » à la sécurité il y a 2 ans après avoir abattu un promeneur(10).

Le bilan de ces 3 années est bien loin de l'intérêt général et de la protection de l'environnement qui devrait être celui d'une collectivité : « L'amélioration de la connaissance des espèces, les études faunistiques, l'amélioration des milieux naturels ne sont pas au niveau. » car la protection se limite à celle des espèces chassées, sans arriver à enrayer leur déclin (Tétras-Lyre).

Mieux, « La protection de la biodiversité confiée aux chasseurs génère toujours huit fois plus de sangliers tués qu'il y a 30 ans et des dommages aux agriculteurs qui s'élèvent à près de 50 M€ au plan national.(11) »

Comment la Région et les chasseurs répondent-ils à la multiplication des sangliers et autres chevreuils ? Afin de valoriser les tas de bidoche liés à leur activité de « régulation », 600 000 €

d'argent public sont prévus pour financer chambres froides, ateliers de découpe, couteaux et tables d'équarrissage afin « de créer une véritable filière de commercialisation des venaisons sous le label "La Région du Goût". »

Après l'argent des permis et les financements à tous les niveaux, les nouveaux capitalistes de la chasse vont pouvoir commercialiser une viande truffée de plomb, d'esquilles d'os et de joyeux parasites sans trop de soucis : c'est eux qui valident si une bestiole est saine et ils vont certainement privilégier les circuits courts qui ont l'immense avantage de leur permettre d'échapper à de nombreux contrôles vétérinaires départementaux. Et, « On risque fort d'alimenter, d'avantage encore, l'élevage dans des conditions ignobles de millions de faisans et perdreaux pour alimenter la filière. » Cela ne fera que légaliser les élevages clandestins de sangliers (vendus à des chasseurs peu scrupuleux) comme celui, « quasi industrielle(12) » qui a été démantelé en 2017 en Haute-Loire. Bon appétit et bon début d'année.

1. Le campagnol creuse son trou en Creuse. Julie Ho Hoa. La Montagne du 11/12/2015
8. <http://www.frapna-savoie.org/index.php/accueil/rapports-d-activites>
9. Chasser en Savoie. n° 123. p. 7-8
10. Chasse : face à la succession d'accidents, le temps des questionnements. Arnaud Boucaumont. Le Midi Libre du 30/10/2018. L'article contient de nombreux témoignages de promeneurs fort édifiants.
11. Laurent Wauquiez ajoute une barbe blanche à sa parka rouge et offre à nouveau 3 millions d'€ aux chasseurs pour Noël. Communiqué du groupe « Rassemblement » du 03/12/2018 <<http://aurassemblement-elus.fr>>
12. Un trafic de sangliers démantelé en Haute-Loire. Kamel Tir. France 3 Auvergne-Rhône-Alpes du 19/07/2017
13. Gros chèvres et réservoirs : Laurent Wauquiez dévoile son plan anti-sécheresse. Lyon Mag du 26/11/2018
14. Samuel Morin, directeur du Centre d'étude de la neige
15. Laurent Wauquiez lors de la réunion du Plan « Neige station » de mai 2016
16. J-Ch Kolhas, élu Vert à la Région.

## Des canons par milliers...

Comme les Shadoks, l'agriculture et l'industrie du tourisme pompent... les finances publiques et l'eau, tout en canonnant l'environnement.

Fin 2018, face à la sécheresse qui frappe ses éleveurs et agriculteurs, Lolo Wauquiez dévoile un plan Sécheresse de 15 millions d'€ et « a débloqué 10 millions d'euros pour... aider à la mise en place de systèmes pour stocker l'eau l'hiver...(13) ». Comme les bassines des maïsiculteurs de la Vienne (cf CA n° 285), les réservoirs à Lolo dérèglent l'alimentation en eau des nappes phréatiques et privatisent au profit de quelques-uns, sur financement public, un bien commun.

Pendant ce temps-là, en montagne, l'industrie du tourisme panique car « Le réchauffement climatique a tendance à être amplifié en altitude. Il est deux fois

plus important que le réchauffement planétaire global(14) ». Pour sauver les profits des « maquereaux des cimes », la Région finance dur : construction des lacs artificiels destinés à stocker l'eau, stations de pompage, canalisations, tours de refroidissement, canons à neige afin de fabriquer la « neige de culture » devenue « la base de notre politique de montagne.(15) »

Les coûts sont faramineux : le km d'équipement de piste coûte entre 875 000 et 990 000 €, le prix du m3 de neige reste élevé et des communes n'y résistent pas financièrement (mise sous tutelle de l'État de Saint-Pierre-de-Chartreuse).

L'industrie de la neige est aussi extrêmement dangereuse pour la ressource en eau « À l'échelon des Alpes, la neige artificielle consomme en trois mois et demi autant que la ville de Grenoble en eau potable. » Et plus le

réchauffement s'accroît, plus cela coûte cher, avec de moins en moins d'eau, sans garantie de réussite sur la durée : selon la Cour des comptes, « l'enneigement artificiel est une solution partielle et onéreuse... ».

L'eau a pour habitude d'aller vers le bas, or : « Ces canons assèchent les nappes phréatiques puisque leur eau provient de retenues d'eau. L'eau utilisée ne ruisselle pas et ne va pas dans les nappes. L'eau, c'est un cycle complet : quand le niveau baisse en haut, c'est tout le cycle qui est impacté. Il faut donc se demander ce qui est le plus important : l'eau à boire, les cultures, la sécurité nucléaire ou les canons à neige ?(16) »

« Pourvu que ça dure » disait la mère de Napoléon... tout comme les requins de l'or blanc, les agriculteurs et autres politiciens à leur service. Kill them all !

Freux et Eugene the Jeep



Dites le avec des fleurs

## Néolibéralisme et répression tous azimuts !

**Les « gilets jaunes » (GJ) sont devenus un réel mouvement social le 17 novembre. Si ce mouvement s'est constitué en prenant comme prétexte la nouvelle augmentation des taxes sur les carburants, les « petites phrases » à répétition du Président Macron, qui expriment un mépris de classe, ont alimenté la colère sociale.**

La mobilisation monte en puissance jusqu'au 1er décembre (Acte III), mais pendant ces quinze jours le pouvoir reste droit dans ses bottes. Il « ne cédera pas contrairement à ses prédécesseurs », clame Macron. En effet, en 1995 Juppé, qui lui aussi exprimait le mépris d'un premier de la classe, a dû reculer devant le mouvement social de 1995, en 2006 le duo Chirac-Villepin a dû retirer le contrat première embauche (CPE), et en 2013 Hollande a cédé devant les « bonnets rouges » bretons.

### L'Etat contraint de reculer

Les manifestations du 1er décembre forcent cependant le pouvoir à lâcher du lest. Les GJ, qui sont selon les sondages soutenus par près de 80 % de la population, envahissent les beaux quartiers de Paris. La stratégie des flics, qui est de protéger l'Elysée et ses avenues, est malmenée, et ils sont débordés devant un niveau de violence rarement atteint. Edouard Philippe tente alors de reprendre la main. Après avoir salué les forces de l'ordre pour leur dévouement et avoir assuré que les casseurs seraient retrouvés et poursuivis, il annonce, le 4 décembre, qu'il suspend pour six mois les mesures fiscales prévues sur les carburants, et qu'un « large débat » s'ouvrira sur les impôts et les dépenses publiques, car il a compris la colère des Français sur ce sujet. « Cette colère, il faudrait être sourd et aveugle pour ne pas la voir et pas l'entendre. Cette colère, je l'entends et j'en mesure la réalité, la force. (...) C'est la colère de la France qui travaille dur et qui a du mal à joindre les deux bouts, qui vit comme une profonde injustice de ne pas pouvoir vivre du fruit de son travail. » Mais il ajoute que la suspension de ces mesures fiscales ainsi que le gel des nouvelles modalités du contrôle technique automobile et des tarifs de l'électricité et du gaz coûteront 2 milliards d'euros en 2019, et qu'il faudra les financer sans qu'il y ait « de dégradation de la trajectoire budgétaire ». Le gouvernement a décidé que le déficit public s'établirait à 2,8 % du produit intérieur brut en 2019, pas

question d'augmenter cette dette : aux contribuables de payer ! Personne cependant ne tombe dans le panneau : le mouvement a été trop loin pour se faire acheter à un si petit prix, Philippe comprend très vite que sa proposition attrape-couillon ne fera pas rentrer chez eux les GJ. Il annonce que ce moratoire sera prolongé de six mois, puis, le 5 décembre, l'Elysée déclare renoncer à l'augmentation des taxes sur le carburant en 2019.

C'est la première fois, depuis la victoire inachevée <sup>(1)</sup> contre le CPE en 2006, que le pouvoir est contraint de reculer. (Une militante de base de la CGT constatera à Reims : « Nous, ça fait des années qu'on fait des cortèges pépères et qu'on n'obtient rien. ») Pour y arriver, il fallait que les beaux quartiers de Paris soit cassés, mais aussi un autre ingrédient : malgré ses efforts, le pouvoir n'a pas réussi à mettre autour d'une table de négociations des représentants de ce mouvement, comme il procède avec les confédérations syndicales. Le refus par les GJ de toute représentation ne lui a donc pas permis d'acheter des leaders comme il sait si bien le faire !

### Le pouvoir plie mais ne cède pas sur l'essentiel

L'Acte IV du 8 décembre marque le début de l'offensive gouvernementale. A Paris, pour assurer la protection des vitrines des commerçants, des banques... et réduire les violences prévisibles, il change son dispositif policier, avec plus de 8 000 flics divers pour la capitale (et, c'est un record, 89 000 répartis dans tout l'Hexagone). Il s'agit d'empêcher un maximum de GJ de manifester sans que la manif, même si elle n'est pas déclarée, soit interdite pour autant ! 31 équipes de 25 à 30 flics réparties sur 18 sites de la capitale (soit environ 900 au total) et très mobiles ont pour fonction d'interpeller des manifestant-e-s. Ce dispositif limite la casse, augmente le nombre d'arrestations (et de blessé-e-s) et la « fête émeutière » des précédentes manifs parisiennes baisse d'intensité.

De plus, le 10 décembre, Macron s'adresse à la nation pour détailler les mesures qu'il compte prendre en réponse aux revendications des GJ sur le pouvoir d'achat.

Les smicards recevront 100 euros de plus par mois, mais « sans qu'il en coûte 1 euro de plus à l'employeur ». Le smic ne sera en fait pas augmenté : environ 20 €, sur les 100 annoncés, correspondent à sa revalorisation de 1,8 % déjà prévue, et les 80 restants seront obtenus grâce à l'augmentation de la prime d'activité accordée par l'Etat, via la Caisse d'allocations familiales, aux bas salaires. Cette prime est financée par l'ensemble des contribuables ; non soumise aux cotisations sociales, elle n'est pas prise en compte dans le calcul des retraites ; enfin, sa hausse était déjà dans les tuyaux...

Autre arnaque annoncée, la défiscalisation des heures supplémentaires, avec la suppression des cotisations et impôts payés sur les heures travaillées au-delà du temps de travail légal. D'abord, cela ne concerne que 40 % des salarié-e-s à temps plein, les autres n'ayant pas la possibilité de faire des heures sup. Ensuite, ce qui apparaîtra comme du salaire en plus sur le bulletin de paie sera prélevé sur le financement de la protection sociale de chaque salarié... sans qu'il en coûte, encore une fois, rien aux entreprises. Enfin, le choix des employeurs d'augmenter le nombre d'heures supplémentaires se fera au détriment de l'emploi.

Compte tenu du mécontentement, le pouvoir a laissé tomber la CSG sur les petites et moyennes retraites, et la taxe sur le carburant. Mais les mesures qu'il a annoncées, qui coûteront au moins 10 milliards d'euros, ne seront pas financées par le patronat : l'argent sera pris sur le budget, c'est-à-dire sur les dépenses publiques, alors qu'il aurait largement pu être trouvé en revenant sur la baisse de l'impôt sur les bénéfices (de 33,3 % en 2016, elle passera à 25 % en 2022). Cette baisse devrait coûter au bas mot 12,5 milliards à l'Etat ! De plus, en 2019, 40 milliards seront versés aux entreprises

1. Seul le CPE a été effacé de la loi sur l'égalité des chances ; celle-ci a été maintenue.





Arc de triomphe - Paris le 1<sup>er</sup> décembre 2018

au titre du « crédit d'impôt compétitivité emploi » (CICE) et en allègement de cotisations.

Pendant que les médias étaient obnubilés par les mesurées de Macron, les sénateurs ont fini d'examiner le projet de loi de finances 2019. Sur proposition du gouvernement, ils ont adopté un article allégeant « l'exit tax », mesure prise en 2014 pour lutter contre l'exil fiscal. Cette exit tax concerne les contribuables propriétaires d'un patrimoine en actions et obligations supérieur à 800 000 €, ou détenteurs d'au moins 50 % du capital d'une entreprise. Ceux qui, parmi eux, programmaient le déménagement de leur foyer fiscal à l'étranger moins de quinze ans après avoir constitué leur patrimoine boursier ou entrepreneurial s'exposaient à une taxe équivalant à 30 % de la plus-value obtenue par leurs titres entre leur acquisition et la date où ils déménageaient. En mai dernier, Macron voulait abandonner cette taxe mais, après la suppression de l'ISF, cela faisait un peu trop de cadeaux aux plus fortunés. Il a donc proposé son allègement : désormais, les contribuables concernés par l'exit tax ne devront plus attendre qu'entre deux et cinq ans pour pouvoir quitter le pays sans être taxés !

La politique néolibérale de Macron se poursuit donc. Pour l'en empêcher, il faudrait un mouvement de classe qui s'attaque, par une grève générale, à l'économie. Apparemment, nous en sommes encore loin...

### La répression et ses aspects nouveaux

Au début de leur mobilisation, les GJ ont pu occuper les ronds-points en bénéficiant de la passivité des forces de l'ordre. Cette attitude tout à fait nouvelle de leur part s'explique à la fois par l'existence d'une certaine proximité, dans les cantons ruraux, entre les GJ et la gendarmerie et les polices municipales, mais aussi par la crainte qu'avait le gouvernement de réprimer ouvertement un mouvement très populaire.

Cependant, ce mouvement a connu ensuite, dans les manifestations, une très forte répression judiciaire. Elle a été supérieure au mouvement social contre la « loi travail » (mars-juin 2016), sous le mandat d'Hollande, où 753 personnes avaient été poursuivies. A ce jour, nous en

sommes à plus de 3 500 arrestations, plus de 2 500 manifestants placés en garde à vue et plus de 1 300 personnes déférées devant la justice en seulement un mois. Toutefois, cette répression n'est pas aussi exceptionnelle que cela, puisqu'il y a eu 4 350 interpellations, dont 1 950 gardes à vue, lors du mouvement anti-CPE.

Lors des manifs des samedis, il y a eu plus de 1 100 blessé-e-s, dont plusieurs gravement par armes prétendument non létales (grenades de désencerclement, balles en caoutchouc), sans oublier les dizaines de milliers de grenades lacrymogènes balancées dans les rassemblements. Il faudrait aussi comptabiliser la répression du mouvement lycéen en cours, en marge du mouvement des gilets jaunes (voir plus loin). Les blessures peuvent être extrêmement graves, entraînant des handicaps à vie (perte d'un œil, visage arraché, membre déchiqueté...). Chez les GJ, il y aurait au moins une personne dans le coma, en plus des huit décès survenus dans des accidents liés aux barrages.

Passons maintenant aux procès, dont beaucoup ont eu lieu en comparution immédiate. La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a demandé à plusieurs reprises aux magistrats une réponse pénale « tout à fait ferme » à l'encontre des prévenus, portant une fois de plus atteinte à l'indépendance constitutionnelle des parquets. Au vu des peines distribuées lors des procès de gilets jaunes, on peut dire que les juges font de toute façon très bien le travail attendu d'eux par l'État. Les condamnations pleuvent même si les procès-verbaux de la police sont le plus souvent bâclés. Il faut dire que l'impréparation des prévenus à ce type de procès est patent et leur coûte cher. Un bon nombre d'entre eux parlent en garde à vue, alors que le silence est un droit ! Très peu demandent un avocat, même commis d'office, dès le début de leur garde à vue. Dans les manifs, il faut toujours éviter de filmer car cela peut se retourner contre vous ou contre des camarades de lutte. Dans les manifs, il faut absolument éteindre votre portable, et, si vous êtes arrêté, refuser de donner son code d'entrée, c'est votre droit !

Un des chefs d'inculpation qui revient très souvent est « la participation à une bande ayant l'intention de commettre des violences ou des atteintes aux biens ». Ce délit a été créé par « la loi antibandes » de mars 2010 contre les jeunes des quartiers populaires, qui a été appliquée une première fois lors d'un rassemblement devant la prison de la Santé, le 28 mars 2010. 110 personnes ont alors été arrêtées non pas pour avoir commis des violences, mais pour être soupçonnées d'en préparer.

Oublié pendant des années, ce texte de loi est ressorti le 22 mai 2018, où 102 personnes dont 40 mineurs ont été interpellés et placés en garde à vue dans le

cadre du mouvement de lycéens contre Parcoursup. C'est ainsi que des personnes ont été appréhendées avant même d'avoir accédé aux lieux de manifestation. Il suffit pour ce faire d'être fouillé dans une gare, à la descente de son véhicule, à un péage d'autoroute et de posséder des outils, un masque ou des lunettes de protection, voire du sérum physiologique, car ces objets peuvent être considérés comme des « armes par destination » !

En fait, ces interpellations visent à retenir un maximum de gens le temps d'une manifestation. Cela permet au pouvoir, non seulement d'empêcher de manifester, mais aussi de faire peur au plus grand nombre pour les dissuader de descendre dans la rue. Il communique régulièrement aux médias, aux réseaux sociaux, le nombre d'arrestations, et BFM-TV comme d'autres se font un plaisir de donner l'évolution du nombre de personnes arrêtées au cours d'une journée...



Je choisis l'oeil, tu prends quoi ?

Rappelons que l'interdiction de manifester peut être prise par un juge depuis la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité de 1995. Un préfet n'a pas encore ce droit d'interdiction administrative, sauf pour les hooligans ; mais le Sénat a adopté, en novembre dernier, un texte (déposé par Bruno Retailleau, sénateur de droite de Vendée) qui, prenant pour prétexte les manifestations du dernier 1er Mai, veut accorder ce droit aux préfets. Au menu, l'autorisation de fouiller les passants aux abords des manifestations ; la création d'interdictions personnelles de manifester, éventuellement assorties d'une obligation de pointage au commissariat ; et la constitution d'un fichier national des personnes interdites de prendre part à des manifestations. A suivre !

**Denis, OCL Reims, le 17/12/18**

Sources : reporterre.net, bastamag.net, mediapart.fr

# Les gilets jaunes versus la gauche : raisons et conséquences du divorce

*Le refus de toute représentation exprimé par les « gilets jaunes » (GJ) a mis au jour le fossé qui s'est creusé avec le temps entre des fractions de la classe ouvrière et les partis et syndicats censés représenter celle-ci. La « pensée de gauche » n'est plus hégémonique dans la société, et il est urgent d'en tirer les leçons, dans un contexte où l'évolution du travail tend à masquer une lutte des classes pourtant toujours aussi réelle, afin que la « convergence des luttes » sorte de l'incantation et que l'ennemi désigné ne soit plus le néolibéralisme mais le capitalisme lui-même.*



Maison du peuple à Saint Nazaire

1. Il critiquait à la fois les Marseillais facilement entonnés dans ses rangs après L'Internationale et la beaufitude de certains « camarades ».
2. Pour approfondir cette question, voir l'article d'Alain Bihr intitulé « Les "gilets jaunes" : un soulèvement populaire contre l'Acte II de l'offensive néolibérale » (décembre 2018) que je résume ici.

## Une syndicalisation faible et décroissante

Selon le ministère du Travail, le taux de syndicalisation, public et privé confondus, est passé de 30 % dans les années 50 à 20 % pendant les Trente Glorieuses, pour chuter peu à peu depuis les années 70. Il est, en 2016, de 11 % ; bien plus élevé dans le public que dans le privé (20 % contre 9 %), dans les entreprises de plus de 200 salarié-e-s que dans celles de moins de 50 (14 % contre 5 %), il est très faible chez les intérimaires (1,2 %) et les CDD (2 %). Les transports ont le taux le plus haut (18 %) ; l'hôtellerie-restauration et la construction, le plus bas (moins de 5 %). La syndicalisation est plus forte dans les professions intermédiaires (12,3 %) que chez les employé-e-s (10,8 %) et les ouvrier-ère-s (9,7 %) ; chez les hommes (12 %) que chez les femmes (10 %) ; et chez les quinquas (14 %) que chez les moins de 30 ans (3 %).

Les classes populaires qui composent les GJ ont divers griefs contre la gauche institutionnelle, et ces griefs sonnent sacrément juste si on dresse un bilan de son action depuis quatre décennies.

Le mouvement de Mai 68 avait déjà pointé la « trahison » logique – au regard de l'Histoire – de formations sociales-démocrates toujours prêtes à gérer le système en place et d'un PCF particulièrement stalinien et chauvin <sup>(1)</sup> ; et il avait renvoyé dos à dos les formations de toutes obédiences pour privilégier des formes de démocratie directe. Concernant les centrales syndicales, il avait déjà aussi dénoncé la fonction d'intégration de ces « partenaires sociaux » toujours prêts à revoir à la baisse les revendications, notamment pour servir leurs intérêts de boutique.

Les mobilisations des années 70, qui portaient encore la marque d'une « utopie » positive valorisée par de larges pans de la société française, ont continué de remettre en cause le travail salarié et le marxisme à la mode soviétique, ainsi que de défendre un projet social d'essence libertaire. Cependant, la « culture de gauche » héritée du mouvement ouvrier n'a pas pour autant cessé d'imprégner la société – et ses références et valeurs, défendues par l'intelligentsia comme par l'extrême gauche et les libertaires, semblaient tracer la ligne de démarcation avec la droite. Quant à la CGT, elle a persisté à se proclamer la représentante de la classe ouvrière, malgré un taux de syndicalisation faible et sans cesse déclinant (voir l'encadré).

## Le passif de la gauche institutionnelle

Dans les années 80, deux événements importants ont changé le

panorama : la gestion de la France par l'« union de la gauche » en 1981 et l'implosion de l'URSS en 1989. Après la disparition du bloc de l'Est, en 1991, les tenants de l'ordre capitaliste ont claironné partout dans le monde que l'idée de révolution était enterrée car le « libéralisme » avait triomphé du « communisme » et constituait le dernier stade de l'Histoire. Désormais, il s'agissait juste de modérer l'ultralibéralisme (dit « sauvage ») par le libéralisme « à visage humain » que défendaient les démocraties parlementaires occidentales.

C'était là, bien évidemment, de la pure propagande, mais elle a d'autant plus contribué à chasser des esprits l'idée de révolution que le Président Mitterrand avait – tout en agitant l'épouvantail de l'extrême droite afin de se rallier le « peuple de gauche » – poursuivi les politiques néolibérales engagées par Giscard, à la fin de la décennie 70, pour améliorer le taux de profit <sup>(2)</sup>.

De « modernes » modes d'exploitation et de domination du travail ont été mis en place – les changements visant à la fois l'emploi, l'organisation du travail, le management dans l'entreprise et le discours la légitimant, les technologies productives, etc. Le modèle de l'usine fluide, flexible, diffuse et nomade s'est diffusé, puis renforcé avec l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication ; il en est résulté une intensification générale du travail, le recours à la sous-traitance et à la filialisation... mais également la privatisation des entreprises et des services publics, la déréglementation des marchés du travail, du capital et des marchandises, et la libéralisation de la circulation internationale du capital sous toutes ses formes.

Les gouvernements de gauche (1981-1986, avec un « tournant de la rigueur » dès 1983), ceux de la cohabitation avec Chirac puis Balladur (1986-1995), et le gouvernement Jospin de la « gauche plurielle » (1997-2002) ont ainsi largement œuvré à dégrader l'exploitation salariale :

- en assouplissant les conditions juridiques d'embauche et de licenciement, et en durcissant les conditions d'indemnisation du chômage, ce qui a accru la concurrence entre chômeur-se-s ;

- en abandonnant la politique salariale qui indexait les salaires sur les prix et la productivité du travail, et en faisant fluctuer le salaire comme tous les autres prix. Le pouvoir d'achat des salaires directs a stagné ou du moins progressé plus lentement, la hiérarchie salariale s'est aggravée ainsi que l'inégalité entre les rémunérations du travail (salié) et celles du capital.

Le chômage et la précarité ont augmenté avec l'instauration de prétendus « emplois aidés » qui ont offert aux employeurs une main-d'œuvre quasi gratuite (les TUC, « travaux d'utilité collective », en 1984) ; avec la désindexation des salaires (directs) sur les prix et la productivité (suppression de l'échelle mobile en 1982) ; avec la fin de l'autorisation administrative préalable pour les licenciements (en 1986) ; avec la révision à la baisse des conditions d'indemnisation de l'emploi en termes de rémunération et de durée (instauration de l'allocation spécifique de solidarité en 1984, du revenu minimum d'insertion en 1988).

Durant toutes les années où la gauche a soit dirigé le gouvernement, soit « cohabité » avec la droite, les forces militantes du PC et de la CGT ont fondu à mesure que se déliaient les bastions industriels qui en avaient constitué le creuset. Le PS, quant à lui, n'a jamais failli dans sa volonté de servir les intérêts du patronat et de réprimer ses adversaires – jusqu'à la lutte contre la « loi travail » qui l'a mis, en 2016, aux prises avec une partie de son électorat. Au final, il a payé pour ses méfaits à la dernière présidentielle : les bons scores de Le Pen au premier tour, et ceux de l'abstention et du vote blanc ou nul au second <sup>(3)</sup>, sont largement dus au discrédit de la droite mais aussi de la gauche.

### **Derrière l'Etat, il y a toujours le capital...**

Car c'est également cette gauche qui a entrepris le démantèlement des services et équipements collectifs dont l'Etat avait été le maître d'œuvre et qui étaient financés sur fonds publics <sup>(4)</sup>. On doit encore à Mitterrand l'instauration d'un forfait hospitalier (1983) ; il ne s'est pas opposé à son Premier ministre Chirac quand il a mis en place les premiers remboursements de médicaments (plan Séguin pour « maîtriser les dépenses de santé », 1986-1987), ni à son Premier ministre Balladur quand il a imposé la première « réforme » des retraites (juillet 1993), qui a allongé la durée de cotisation et réduit le niveau de la pension versée.

Pour baisser le coût global des services et équipements collectifs qui pèsent sur le capital par l'intermédiaire des impôts et des cotisations sociales, l'Etat a effectué des coupes dans les dépenses publiques (comme la protection sociale) et augmenté les prélèvements obligatoires, tandis que divers instruments permettant d'accroître les profits capitalistes étaient mis en avant pour « relayer » un service public de plus en plus dégradé. Fonds de pension par capitalisation, assurances, cliniques, établissements scolaires, compagnies de transport... privés se sont développés au cours de ces dernières décennies afin de pallier les services défaillants du système de retraite par répartition, de l'Assurance-maladie, des hôpitaux, de l'enseignement ou des transports du public.

Mais, après le nouveau millénaire, trois éléments ont aggravé la détérioration des finances publiques : la politique d'allègement des impôts et des cotisations sociales, pratiquée dès le début des années 2000 et dont bénéficient pour l'essentiel les plus riches ; le sauvetage massif du capital financier en faillite ou sur le point de l'être, avec la crise des subprime de 2007-2008 ; les plans de relance destinés à contenir la dépression économique générale et le déficit de recettes entraîné par cette dépression. L'Etat a de ce fait amplifié et accéléré la casse des équipements et services collectifs financés par les fonds publics – une ligne politique que le Président Macron applique jusqu'à la caricature : s'il a poursuivi la « réforme » du code du travail avec les ordonnances de septembre 2017, sa priorité est, depuis son élection, la

maîtrise de l'endettement public.

Le mouvement des GJ est la conséquence de toutes ces politiques néolibérales : déjà frappées par l'alourdissement de la fiscalité indirecte et de la part de la fiscalité directe portant sur le travail, une bonne partie des classes populaires s'est révoltée contre un Etat plus que jamais au service du capital parce qu'il a choisi de lui sacrifier des services et des équipements dont elle a absolument besoin pour vivre.

### **... et derrière le « peuple », il y a quand même la classe !**

Comment, avec un tel passif, la gauche pourrait-elle ne pas avoir une image désastreuse dans les classes populaires ? Chaque fois qu'elle a dirigé la France, les centrales

3. Les abstentions ajoutées aux votes blancs ou nuls ont atteint 37 % des inscrit-e-s. Et le « sursaut républicain » n'a pas permis à Macron d'obtenir, comme Chirac en 2002, un score à la soviétique contre le « fascisme ».

4. L'Etat a réglé la note pour certaines infrastructures de communication et de transport, par exemple, parce que le capital aurait été incapable de la payer tout seul.



syndicales ont mis en suspens leur « combativité » – leur désignation répétée comme « corps intermédiaires » par le gouvernement et les médias montre bien le rôle attendu d'elles, et qu'elles ne renient pas. Lors des plans de restructuration dans les entreprises, les syndicats « défendent l'emploi », mais surtout celui qui est « garanti » : ils tendent à utiliser les CDD et intérimaires comme variable d'ajustement pour sauver le « personnel permanent », tandis que les directions imposent le statut d'auto-entrepreneur (voir l'encadré) pour des tâches qu'elles auraient naguère rémunérées en salaire.

Des fractions grandissantes du prolétariat sont devenues aussi étrangères et invisibles pour ladite « gauche » qu'elles le sont pour le gouvernement actuel – un constat que la révolte des banlieues avait déjà fait ressortir crûment en 2005.

### L'auto-entrepreneuriat, ou le règne de l'arnaque

Le statut d'auto-entrepreneur mis en place en 2009 concernait en septembre 2017, selon une étude de l'Insee, 1,1 million de personnes : livreurs, baby-sitters, femmes de ménage, serveurs, pigistes de l'édition, guides touristiques... Vanté comme donnant la liberté de travailler pour soi, quand on veut, où on veut, ce statut vise à abaisser le coût du travail par la suppression des « acquis sociaux » (droit au chômage, à la couverture maladie, à la retraite, aux congés payés...) et constitue une réinstauration du travail à la tâche. Les auto-entrepreneurs bossent plus que s'ils et elles étaient salariés – il faut être disponible tout le temps, s'investir fortement, trouver soi-même sa clientèle –, mais peu arrivent à gagner bien leur vie (c'est dans les services à la personne et dans l'enseignement qu'ils s'en sortent le mieux, avec respectivement 46 % et 35 % de taux de survie). Isolés et mis en concurrence, les auto-entrepreneurs rêvent souvent d'être embauchés pour bénéficier des jours fériés, d'un congé maternité ou du droit à la formation. Ils et elles ont de ce fait tendance à voir dans le salariat – comme les syndicats – un état idéal, ce qui est évidemment loin d'être le cas : 77 % des auto-entrepreneurs qui se sont immatriculés en 2010 ont mis la clé sous la porte cinq ans tard.

Les états-majors de ses partis et syndicats n'aiment en général pas les mouvements sociaux spontanés : ils ont l'habitude de faire défiler « leurs » troupes où et quand eux seuls le décident <sup>(5)</sup>. Le mouvement des GJ a mis en relief leur manque d'ancrage dans le « pays réel » et les a laissés de côté, ce qui devrait leur donner de quoi méditer.

Les catégories populaires aujourd'hui en mouvement tendent à considérer les représentant-e-s de la gauche comme appartenant aux élites intellectuelle, politique et médiatique. Ce sont à leurs yeux des gens éduqués, friqués et citadins, se situant entre bobos parisiens et démocrates américains, qui prêchent du politiquement correct – écologie, bio, antixisme, anti-homophobie <sup>(6)</sup> – et qui ignorent les rustres incultes vivant à la campagne donc forcément réacs, ou les soupçonnent d'être adeptes de la malbouffe, violents avec leur femme sinon racistes...

Le choix fait par nombre de GJ de parler du « peuple » plutôt que de la « classe » découle sans doute pour partie de l'aversion que leur inspirent de tels gens et leur discours. Mais, pour qui aspire à un changement radical de société, ce choix n'est pas anodin car, en renfermant à la fois l'idée de nation et celle de classe, le « peuple » est une notion ambiguë : il peut renvoyer soit à la préférence nationale, soit à la préférence sociale. Le « peuple-nation », qui s'inscrit dans le sillage de 1789, plaît à l'extrême droite en ce qu'il exclut l'étranger (migrant-e-s et immigré-e-s) et dissimule les classes sociales en intégrant la bourgeoisie pour en défendre les intérêts ; et le « peuple-classe » convient à l'extrême gauche parce qu'il comprend l'ensemble des classes opprimées dans une société en rupture avec l'ordre ancien, sans englober la bourgeoisie.

Quoi qu'il en soit, parler des pauvres et des riches plutôt que du prolétariat et de la bourgeoisie n'empêche pas la lutte des classes de transparaître, étant donné qu'elle est bien sûr toujours d'actualité. Cette Révolution française dont on met souvent en avant les références pour le mouvement des GJ n'a-t-elle d'ailleurs pas vu la bourgeoisie triompher de l'aristocratie en utilisant le peuple pour prendre le pouvoir ? Et, avec « ceux qui se gavent » contre « ceux qui bossent », est-on tellement loin des « profiteurs » contre les « exploité-e-s » ? Les GJ qui

se déclarent contre les grèves dans la fonction publique ou dans les transports en commun sont mobilisés sur des revendications liées au pouvoir d'achat, donc à la répartition des richesses.

Les « 42 revendications » qui ont circulé sur les réseaux sociaux (mais dont on ignore qui les porte précisément) résonnent beaucoup avec les programmes politiques des extrêmes, affirme *Le Monde* du 4 décembre <sup>(7)</sup> : les deux tiers (sur le smic et les retraites par exemple) sont compatibles avec ceux de Mélenchon, Poutou ou Arthaud ; mais près de la moitié sont aussi partagées par Dupont-Aignan et Le Pen, en particulier sur la défense des services de proximité ou la renationalisation des infrastructures (autoroutes, aéroports). Elles sont en revanche très éloignées des catalogues de Macron ou Fillon. Des politologues en tireront sûrement la fine conclusion que les extrêmes, « populistes », se rejoignent...

En conclusion, l'Etat reste un instrument au service du patronat – Macron n'est donc pas l'ennemi principal –, et comme c'est le système capitaliste qui impose son ordre social inégalitaire et injuste à la planète, il est « normal » que les riches deviennent de plus en plus riches tandis que les autres se précarisent. Si on l'oublie, on conclut des alliances contreproductives – par exemple entre un transporteur routier et ses chauffeurs, sur la base d'un « ras-le-bol des taxes », alors qu'ils n'ont pas les mêmes intérêts. Ou encore on vise à s'emparer de l'Etat, à l'instar de l'extrême gauche, dans l'idée qu'il régulera les mauvaises actions du capitalisme et servira l'intérêt général, ce qui est illusoire. Ce n'est pas la réduction des inégalités qu'il faut viser, mais leur disparition, et ce n'est pas en démocratie parlementaire qu'on y parviendra.

**Vanina**



Le 8 décembre à Paris

5. Le 1er décembre, la CGT a ainsi proposé aux GJ de... la rejoindre place de la République, à Paris.

6. Les questions « sociétales » font pour partie sauter les clivages droite-gauche – un Macron peut ainsi tomber d'accord même avec l'extrême gauche ou les libertaires contre le sexisme, l'homophobie ou le racisme. C'est pourquoi la lutte contre l'oppression n'est émancipatrice que si elle va de pair avec la lutte contre l'exploitation.

7. « Sur un axe de Mélenchon à Le Pen, où se situent les revendications des "gilets jaunes" ? ».

# Le mouvement des fourches en Italie en 2012

***On ne manquera pas d'être frappé par de nombreuses similitudes entre le mouvement des fourches en Italie en 2012 et celui des gilets jaunes en France actuellement.***

## ***Le contexte***

En 2011, Mario Monti et son gouvernement de « techniciens » succède à Berlusconi comme premier ministre pour poursuivre le même but, faire payer la « crise » au monde du travail et mettre en œuvre le plus rapidement possible une panoplie de réformes que son prédécesseur n'était pas parvenu à faire avaler à ses partisans : augmentation des taxes, âge de la retraite passant de 60 à 66 ans, gel de l'indexation des retraites sur les salaires, ouverture de nombreux secteurs à la concurrence, etc.

Le résultat fut une baisse du niveau de vie, encore plus durement vécu dans les régions où il était déjà peu élevé, comme dans le sud du pays. Face à cela aucune réaction institutionnelle : les partis dit démocratiques soutenaient le gouvernement et les syndicats se sont contentés de quelques journées d'agitation, sans suite.

## ***Le mouvement des fourches***

De manière inattendue, les réactions sont venues de Sicile dans la première moitié de janvier 2012, après l'augmentation des taxes sur l'essence. Le Mouvement des fourches a jailli de catégories sociales bien précises : des petits paysans et des éleveurs qui n'avaient plus la possibilité de faire transporter leur production sur les marchés et qui étaient ruinés ; puis des transporteurs indépendants qui affirmaient n'être plus en mesure d'acheminer les produits agricoles entre la Sicile et le nord de l'Italie, et qui ont bloqué les ports de Pozzallo et de Catane. Très vite les pêcheurs, eux aussi touchés par le prix de l'essence, se sont mis dans le mouvement, suivis par les ouvriers du bâtiment, les commerçants, les artisans, les étudiants et les chômeurs. Un ensemble devenu le

catalyseur d'un mécontentement social lié à l'augmentation vertigineuse des coûts de production, de la pression fiscale, et du racket des marchés et de la grande distribution sur les producteurs agricoles, entraînant une hausse considérable du coût de la vie et multipliant l'endettement des ménages.

On entend souvent dire que le mouvement des fourches a débouché sur « 5 étoiles » de Grillo qui gouverne actuellement l'Italie avec l'extrême droite. Ce n'est pas exact car le mouvement 5 étoiles existait depuis deux années lorsque les fourches se sont levées. En revanche il est vrai qu'il lui a redonné une certaine vigueur à un moment où l'étoile de Grillo déclinait. Il faut quand même dire que les forces « progressistes », en se désintéressant des fourches, ont laissé le champ libre à ce glissement à droite.

Le mouvement, à la différence des gilets jaunes, touchait essentiellement une économie encore majoritairement agricole. Pourtant la Sicile est à la fois une des régions d'Italie la plus riche en ressources naturelles et la plus pauvre quant au niveau de vie de ses habitants, avec ses 25 % de chômeurs. Elle raffine 50 % de l'essence consommée dans le pays<sup>(1)</sup>, alors que localement le prix à la pompe atteint 1,70 euro. C'est là le symbole de toute une richesse qui s'en va, grâce aux spéculateurs, à la BCE, au FMI, sans rien laisser sur place que de la misère.

Les rassemblements réclamant la baisse du prix de l'essence, des péages d'autoroutes et de diverses taxes se sont transformés en blocages des routes et des autoroutes, des gares. La Sicile a été complètement paralysée économiquement du 16 au 20 janvier. Puis, du 21 au 26, le mouvement s'est élargi à l'ensemble du pays en passant d'abord par les Abruzzes, la Calabre

et la région de Naples, c'est-à-dire le sud. Taxis et distributeurs d'essence sont entrés ensuite en lice dans pratiquement toutes les régions d'Italie.

Un élément particulièrement remarquable fut le silence qui a plané sur ces événements et c'est là une grande différence avec le mouvement actuel des gilets jaunes. Les grands journaux nationaux, comme le *Corriere della sera* ou *La Repubblica*, n'ont consacré leur « une » qu'au naufrage du Costa Concordia. Ne parlons pas des radios ou de la télévision, pour qui le Sud n'existe guère. Jusque dans les milieux militants de gauche, d'extrême gauche ou « autonomes », l'attention se centrait sur les jeux politiques de la succession de Berlusconi, ainsi que sur la « dette » italienne pour les premiers et sur la lutte du Val de Susa pour les autres.

Du peu que les médias traitaient du Mouvement des fourches, il ressortait qu'il s'agissait d'un mouvement « louche » appuyé par le parti d'extrême droite Forza nuova (moins de 1 % aux élections). Autre son de cloche, celui de la Confindustria qui dénonçait l'infiltration du mouvement par la « pieuvre » Cosa nostra. Une accusation particulièrement savoureuse lorsqu'on sait qu'historiquement la Confindustria, en Sicile, a toujours été l'expression d'une bourgeoisie mafieuse s'employant à consolider le pouvoir de Cosa nostra. Une accusation relayée par les syndicats de salariés qui, quant à eux, n'ont jamais poussé à ce que l'économie sicilienne se développe en dehors de ce système de favoritisme, de clientélisme et de privilèges.

Certes, le Mouvement des fourches était loin d'être homogène, mais s'en tenir à des jugements à l'emporte-pièce le condamnant au prétexte d'infiltrations douteuses, ou

1. Elle est le lieu de confluence des approvisionnements d'Algérie et de Libye.



l'encensant sans regard critique ne peut que conduire à des erreurs d'interprétation. Difficile de comprendre quelque chose à la Sicile sans se livrer auparavant à une analyse minimum du contexte. La « paix sociale » y a toujours été assurée par un système politique de clientélisme et mafieux qui a gelé et contrôlé la société au plus profond d'elle-même, avec une politique de financement à fonds perdus, de gaspillage des ressources publiques, de favoritisme, de privilèges et de chantage exercé sur chacun pour assurer un minimum de welfare. La crise a fait sauter tous les verrous. Les secteurs plus ou moins protégés par les politiques d'assistance sont laissés à eux-mêmes, avec une classe politique qui n'est plus en mesure de fournir des revenus à sa clientèle et qui ne pense qu'à sa survie et à s'accrocher à ses privilèges.

Le conflit a fait émerger des énergies populaires jusque-là étouffées et contrôlées, et il a réveillé une volonté d'agir à la première personne, impensable quelques semaines auparavant. Difficile ici de ne pas penser aux gilets jaunes. « Ce qui nous importe, c'est de relancer et d'étendre les initiatives de la base dans la phase suivante de l'actuelle mobilisation, en mettant en avant des objectifs unifiants allant dans le sens d'une gestion publique, de base directe et populaire des ressources, des services et du secteur du travail. » affirmaient nos camarade de *Sicilia libertaria*.

Et c'est vrai : il s'est bel et bien agi d'un mouvement de gens las de subir la loi de forces hégémoniques d'où qu'elles viennent, et qui ont relevé la tête.

Ajoutons à cela le mépris dans lequel une partie des Italiens du Nord tiennent ceux du Sud – en particulier les Siciliens, qu'ils verraient bien rattachés à l'Afrique (injure suprême pour certains politiciens d'extrême droite ou de la Ligue du Nord!).

Ce qui ne signifie pas, bien entendu, qu'à l'intérieur du Mouvement des fourche il n'y ait pas eu d'éléments fascistes et mafieux. L'interclassisme et certaines couches sociales qui le compose peuvent inciter à le penser. Ainsi, Roberto Fiore, le leader de Forza Nuova, déclarait : « Loin de toute volonté d'exploitation politique, notre devise voudrait exhorter tous les gens de Palerme à rejoindre ce qui, nous l'espérons, deviendra bientôt le combat contre ceux qui ont humilié tout un peuple, et qui ont toujours gouverné avec arrogance et mépris. » Le vrai fascisme a toujours revêtu à un moment ou à un autre les habits de la lutte sociale, et l'Histoire nous a montré qu'à chaque période de tension sociale ces éléments sont prêts à jouer un rôle non négligeable dans la vie d'un pays. Une constatation qui, comme le disait *Sicilia libertaria* à l'époque doit nous pousser à ne pas rester indifférents et distants vis-à-vis des événements actuels et de ceux qui pourraient advenir.

Le 25 janvier, le gouvernement a commencé une opération de division entre les bons et les méchants. D'un côté, en tapant très fort sur une manifestation de pêcheurs à Rome, et, de l'autre, en offrant aux transporteurs la possibilité de récupérer quelques taxes sur l'essence. Le lendemain, le 26, a été lancée l'opération judiciaire contre le mouvement No TAV qui a permis de désigner d'autres méchants, les anarchistes. Les recettes sont les mêmes des deux côtés des Alpes !

JPD

### Bonnets rouges et Gilets jaunes

En 2013 le mouvement des Bonnets rouges secouait la Bretagne pour protester contre certaines mesures fiscales relatives à la pollution des véhicules, mais aussi contre des restructurations entraînant des licenciements dans l'agroalimentaire. Mélanchon, qui aujourd'hui encense les Gilets jaunes, déclarait que les bonnets rouges n'était que des « nigauds, cléricaux et esclaves... enrôlés de force ». De deux choses l'une, ou bien cette différence de positionnement est le résultat d'une savante analyse dont la conclusion est que les deux mouvements sont radicalement différents et même opposés, ou bien le bougre a changé son fusil d'épaule en fonction de ses intérêts politiques du moment. A vous de choisir.

## Ras le bol fiscal ??

Impôts, taxes... en principe, ce sont des subtilités qui ne devraient pas nous intéresser. Comme anarchistes, nous refusons l'état, donc les impôts et taxes. Mais la réalité est plus complexe. L'état n'est pas seulement l'instrument de la dictature de la bourgeoisie. C'est aussi la cristallisation d'un rapport de forces à un moment donné. Nous sommes pour l'abolition du salariat, mais en attendant nous sommes prêtes à nous battre pour le maintien de la protection sociale. Et la protection sociale fait d'une certaine façon partie de l'état. Nous nous battons contre la destruction des services publics. Nous savons que les services publics sont un instrument de domination, mais ce sont aussi des conquêtes sociales. Et ils sont bien financés par l'état.

### Sommes-nous écrasés d'impôts ?

Tout dépend de ce qu'on entend par là. Les chiffres viennent de sortir, le taux de prélèvements obligatoires s'élevait en 2017 à 48,4%, les plus élevés d'Europe, légèrement devant la Belgique. Seulement voilà, les prélèvements obligatoires ne sont pas tous des impôts, il y a aussi les cotisations sociales, payées par les salariés et leurs employeurs. Elles représentent 17% de la richesse nationale. On peut les considérer comme un salaire différé, un salaire non perçu aujourd'hui mais perçu à la retraite, en cas de maladie ou en cas de chômage. Ce n'est donc clairement pas un impôt malgré son caractère obligatoire. Il faut cependant remarquer que les exonérations de cotisations patronales se multiplient, et que pour partie elles appauvrissent la sécurité sociale, pour partie elles sont compensées par l'état donc les impôts des salarié-e-s. Si on ne retient que les impôts et taxes, la pression fiscale en France est de 29%, et là, nous ne sommes pas les plus imposés.

Mais en fait, ce qui compte tout autant que le montant des impôts, c'est comment ils sont répartis. Quand on dit impôts, on pense souvent impôts sur les revenus. Ils représentent en France 11% du PIB, ce qui fait de nous un des pays où il est faible, en 13ème position en Europe. Comme j'ai déjà eu l'occasion de l'indiquer dans une brève, il est moindre qu'aux USA. Or, c'est le seul impôt juste

dans la mesure où les plus riches payent proportionnellement plus que les moins riches, les plus pauvres ne payant pas. C'est bien sûr celui-là qui est diminué pour les plus riches chaque fois qu'on parle de répondre au ras-le-bol fiscal.

Il est par contre un impôt particulièrement injuste, un impôt dégressif, c'est-à-dire que plus on est riche moins on paye proportionnellement à son revenu, et qui rapporte le plus à l'état, la moitié de ses recettes fiscales, c'est la TVA (cette situation n'est pas particulière à la France). Pourquoi est-ce un impôt dégressif ? Quand on a un faible revenu, on le dépense intégralement, et donc on paye la TVA sur l'intégralité de son revenu. Quand on a un revenu élevé, on en épargne une partie, et on ne paye la TVA que sur la partie du revenu dépensée. Et à part ça, nous sommes le royaume des niches fiscales, c'est-à-dire des exonérations diverses et variées pour tout un tas de situations, et des taxes diverses.

En gros, en France, l'impôt est progressif jusqu'au revenu médian, puis il reste au même pourcentage jusqu'aux 5% les plus riches, et il devient carrément dégressif à partir des 1% les plus riches. D'où l'impression justifiée d'une large partie de la population de payer pour les autres.

### Il n'y a pas que l'impôt d'obligatoire

En fait, ce qui pèse très lourdement sur les budgets, ce ne sont pas seulement les impôts mais ce que les économistes appellent les dépenses contraintes, c'est-à-dire les dépenses que nous avons tous les mois et sur lesquelles nous ne pouvons pas ou très peu agir ; loyer, énergie, chauffage, abonnements internet et autres, assurances, échéances de crédit... Elles représentent 61% des revenus des ménages pauvres, 39% de celui des ménages modestes. Quand il reste pour vivre 40% de presque rien, ça fait pas grand chose...

Et là, on retrouve aussi les taxes. Déjà la TVA qu'on paye sur chacune de ces dépenses, mais aussi les taxes carbone sur l'énergie. C'est quoi une taxe carbone ? C'est l'idée qu'il faut limiter l'émission de gaz à effet de serre pour lutter contre le réchauffement climatique sans toucher aux intérêts des grandes entreprises et sans interdire les

activités les plus nocives, libéralisme oblige. On va donc taxer les énergies carbonées pour pousser la population à en consommer moins. On va exonérer de cette taxe les entreprises et certaines activités, et c'est donc la population qui va payer. On enseigne à l'école qu'il y a un double bénéfice : on développe une consommation plus économe en gaz à effet de serre et on récupère des sous pour la transition écologique. Sauf que la fameuse TIPP n'a pas d'attribution précise, elle rentre dans le budget général de l'état, et il faut une loupe pour trouver dans ce budget les dépenses en faveur de l'écologie. Le gouvernement nous a répété récemment qu'il y a plein de pays avec plus de taxes carbone que nous et que la population l'accepte. C'est vrai. Mais dans ces pays, en même temps, on a amélioré les trains, pris des mesures d'isolation des logements, etc. En France, en même temps qu'on a augmenté les taxes, on a fermé les petites lignes, augmenté les tarifs SNCF. Les aides à l'amélioration de l'isolation sont conçues de telle façon qu'elles profitent essentiellement aux ménages aisés (pas d'aide si on fait soi-même, aides sous forme de crédits d'impôt sur le revenu qui ne concernent donc que ceux qui en payent déjà pas mal, etc.).

En fait, ce qui coïncide, c'est la concomitance entre l'augmentation des taxes et la disparition des services publics, disparition qui frappe de plein fouet et les zones rurales et péri-urbaines et les quartiers populaires. Disparition que l'état ne s'apprête pas à remettre en cause. Ce qui coïncide aussi, c'est la façon dont les plus riches (mais alors vraiment les plus plus riches) échappent à l'impôt, sont donc dispensés de la solidarité nationale. Où on retrouve l'ambiguïté de l'impôt (et de l'état), à la fois financement des instruments de la dictature de la bourgeoisie, mais aussi expression d'une solidarité nationale de la population. Cette idée d'une solidarité nationale n'est pas remise en cause par les gilets jaunes, mais du coup ça rend particulièrement scandaleux que les plus riches prétendent y échapper, particulièrement scandaleux qu'on demande un effort uniquement à la partie modeste de la population (je n'ai pas dit pauvre), et particulièrement scandaleux pour ceux et celles qui se voient privé-e-s de service public.

Sylvie



## Rupture de médicaments et vaccins : à qui cela profite-t-il ?

**« On va alerter encore et encore... » assurait D. Robillard président de France Parkinson dans le Parisien du 18/10/2018. Déjà, en 2006, l'ordre des pharmaciens tirait la sonnette d'alarme. En 2008, 44 ruptures de stock étaient signalées, en 2014 : 438 et en 2017 : 530.**

### Les ministres de la santé passent...

En 2017, le calendrier français des vaccinations et recommandations vaccinales a été « adapté » en regard des pénuries de vaccins, signe d'une défaillance industrielle devenue courante, banale. Parmi les vaccins concernés, ceux contre l'hépatite B sont restés indisponibles en officine pendant un an ! Mieux vaut avoir en tête que deux médicaments, hors de prix, contre

l'hépatite C sont N°2 des ventes mondiales. Pas stimulant à faire de la recherche sur un vaccin efficace contre cette hépatite C. Autre exemple, la firme SANOFI (lire l'encart 1) a retiré le vaccin contre le pneumocoque du marché en 2017, et a annoncé son remplacement par un autre vaccin, plus cher mais produit par une autre firme. La disponibilité de ce « nouveau » vaccin (qui n'en était pas un) a créé un « marché sous tension ». L'HAS (Haute Autorité de Santé) dénonce la

pénurie, la considérant « inacceptable d'un point de vue de santé publique » mais que fait-elle ? Pas de sanction, pas de solution car c'est l'industrie pharmaceutique qui a la main mise sur les choix stratégiques de fabrication.

Quant aux médicaments, selon l'Agence française du médicament (ANSM), en 2017, les anti-infectieux et les vaccins ont représenté plus de 20 % des 530 ruptures de stock de « médicaments d'intérêt thérapeutique majeur »

c'est-à-dire de médicament dont l'absence peut « mettre en jeu le pronostic vital ou occasionner une perte de chance pour les patients ».

**Pénurie calculée !**

Selon l'ANSM, les raisons de ruptures de stock sont principalement liées à des insuffisances de production industrielle, en quantité ou en qualité, notamment quand il s'agit d'une seule usine qui approvisionne le monde entier. Les raisons invoquées : retards de fabrication, défaut d'approvisionnement en matière première 44% ; capacité de production insuffisante 17% ; défaut fonctionnement équipement 13% ; anomalie de production 8% ; défaut qualité sur le produit fini 5% ; problème réglementaire; défaut maîtrise transport etc... sont toutes liées à cette industrie. Certains, gouvernants et politiques, dénoncent la mondialisation pour masquer leur complicité ou les difficultés à pouvoir réagir contre les multinationales de la pharmacie.(voir encart 2) Il ne faut pas être dupe ! L'industrie pharmaceutique est parmi les plus rentables du monde et verse sans retard, leurs dividendes aux actionnaires.

Pour aller plus loin, en 2015, les ventes mondiales de médicaments ont atteint 719 milliards de dollars, dont 69 % réalisées par vingt firmes seulement. En 2017, rien que les 18 premières firmes des États unis d'Amérique ont consacré une part importante de leurs bénéfices au rachat de leurs propres actions pour en faire monter la valeur. Belle spéculation qui donne à l'industrie pharmaceutique un énorme pouvoir d'influence et des gros moyens de lobbying et

marketing comme on dit dans le monde capitaliste ou boursicotier.

Alors d'où vient cette pénurie ? Si des concentrations se sont opérées, si les sites de production se sont réduits, et les sites de fabrication des substances actives délocalisés, la source des ruptures de stocks reste l'appât du profit pour gaver les actionnaires. Les responsables de ces multinationales puissantes et cyniques, ont fait le choix de produire à flux tendu, pour éviter les pertes et limiter les coûts ; alors que la demande mondiale augmente accompagnée d'une exigence de qualité. Dans le même temps, ils limitent, voir arrêtent la production de médicaments anciens ou peu chers. Plus de stocks préventifs entreposés : les profits sont cash. Grâce à cette pénurie sciemment organisée, les industriels du médicament/vaccin vont privilégier les plus offrants avec des prix plus élevés. Ainsi lorsqu'une tension survient du fait de la demande, les firmes pharmaceutiques vont approvisionner en priorité le pays qui emporte le marché au plus coûtant. « Il existait des stratégies de rupture visant à maintenir le niveau des prix ». C'est en résumé ce qu'a confirmé un représentant du personnel de SANOFI, le fleuron français pharmaceutique, devant la commission sénatoriale(1) qui enquêtait sur le sujet. Si la matière première est fabriquée en Chine ou en Inde, si le principe actif du médicament est élaboré ailleurs, si le conditionnement, la confection...etc sont empaquetés peu importe où, ce n'est pas à cause de la mondialisation comme on veut nous le faire croire mais parce qu'ainsi patrons de trusts et

actionnaires engrangent plus rapidement de plus gros profits sur les douleurs et cadavres des peuples.

**Profits pour quelques uns, souffrance pour tous les autres.**

Le profit de l'industrie pharmaceutique passe avant celui de l'accès aux soins et de la recherche. Que font les pouvoirs publics contre ces ruptures, pénuries inacceptables de médicaments et vaccins ? Les différents gouvernements qui se sont succédé ont-ils pris conscience de la gravité du problème ou sont-ils complices, ou impuissants à agir contre les trusts pharmaceutiques ! L'ANSM met à disposition sur son site la liste des médicaments d'intérêt thérapeutique majeur en rupture. Ce ne sont pas de médicaments inutiles ou de confort. Dans cette liste on trouve les médicaments les plus consommés ou vendus.

Soignants et patients sont informés. Informés certes, mais comment fait-on pour soigner et se soigner lorsque le profit prime sur la santé publique ?

M.V et MZ le 20 11 2018

« Déclarent leur absence de conflit d'intérêts »

Sources : ANSM : liste de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur en rupture de stock à consulter sur son site [ansm.santé.fr](http://ansm.santé.fr)  
Haute autorité de santé : « Recommandation vaccinale. Vaccination contre les infections à pneumocoque en contexte de pénurie ». Décembre 2017 14 pages  
La Revue Prescrire : « Firmes pharmaceutiques le profit avant tout » Avril 2018

Note : 1. mission sénatoriale de juin à octobre 2018.

**SANOFI :**

« Trust pharmaceutique français transnational » dirigé par Serge Weimberg. Le groupe emploie plus de 100 000 personnes de par le monde dont 25 400 salarié(e)s en France. Un chiffre d'affaire en 2017 de 35 milliards d'euros. 8,43 milliards de bénéfices et une distribution actionnariale de 5,66 milliards. Depuis 2009 le groupe s'est débarrassé de plus de 4000 personnes. D'ici 2020, en France, près de 700 autres salarié(e)s seront poussé(e)s vers la sortie. Pour service rendu aux actionnaires, le nouveau D.G : O. Brandicourt a reçu en récompense 2 millions d'euros en 2015 puis en 2016. Mais ce fleuron français de la « Pharma » c'est aussi le scandale de la « dépakine » révélé en 2015. Cet anti-épileptique a causé des handicaps lourds chez des milliers d'enfants ! d'autant que le groupe SANOFI, refuse un fond d'indemnisation pour les victimes. L'autre scandale est celui de son usine de Mourenx (Pyrénées Orientales) épinglée en juillet 2017 pour rejets du « bromopropane » : une substance cancérigène et mutagène lâchée à des doses 190 000 fois supérieures aux normes. (d'après France Info).

**Serge Weimberg.**

S. Weimberg président du groupe SANOFI depuis mai 2010, il est nommé PDG du groupe fin octobre 2014. En 2008, il figure parmi les membres de la commission -ultra libérale- « Attali ». « Commission pour la libération de la croissance ». Mise en place à la demande de N.Sarkozy et présidée par J Attali ex conseiller de F. Mitterrand. S. Weimberg y côtoya un certain : E. Macron. C'est lui qui orientera le jeune Macron vers la banque Rothschild avant qu'il ne rejoigne, plus tard, le gouvernement de F. Hollande. E.Macron élu « président » ira aussitôt saluer son ami « Serge ».

Retour d'ascenseur ? Le président nomme A. Buzin (médecin et enseignante chercheuse), ministre de la santé. Une ministre qui considère : « que les conflits d'intérêts entre experts et laboratoires pharmaceutiques sont un gage de compétence ». Elle maîtrisait son sujet pour avoir été elle-même rémunérée pendant 14 années par les labos. Une ministre qui s'empresse de rendre obligatoire les 11 vaccins au lieu de 3 prescrits précédemment. Macron, Weimberg, la ministre, les labos : une lune de miel. Comme le relate le Canard



Enchaîné « le gouvernement a accordé sans nuages à cinq médicaments produits par Sanofi, des hausses de 42% à...80% ». Il faut dire que le labo avait des arguments : « soit le prix augmente soit on arrête de produire... ». Une pratique courante dans ces milieux. Et puis entre amis ...

Comme il se dit sur les ronds points où le jaune a fleuri : « dans le Macron rien n'est bon, même pas ses copains »

MZ. Caen.